

**LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN :**

**« Chiisme et Démocratie  
au service d'une puissance régionale »**

Mémoire de géopolitique  
du Chef de Bataillon Yves LE THIEC  
dans le cadre de l'étude dirigée **“Islam: réalités et perspectives”**

Sous la direction de Monsieur Mustapha BENCHENANE  
Professeur à l'Université de Saint Etienne

Avril 2001

## *Fiche synthèse*

### **Quelle est l'influence du chiisme dans le destin exceptionnel de l'Iran, aujourd'hui ?**

L'Iran est un Empire musulman différent des pays arabes.

Géographiquement, l'Iran est au cœur de ce monde musulman tout en étant à la frontière du monde arabe.

Historiquement, le destin de l'Iran a toujours eu des répercussions importantes sur l'ensemble du monde musulman. Le chiisme, érigé en religion d'Etat depuis 1501, concrétisé par la vague révolutionnaire de 1979 a marqué durablement les esprits et donne à ce pays une position dominante dans la région au sein d'un monde musulman majoritairement sunnite . Le facteur de leader chiite lui permet de jouer un rôle de puissance régionale incontournable où les rapports de force avec le sunnisme constituent un enjeu essentiel.

Sociologiquement, l'Iran est aujourd'hui en position d'avant-garde, en tentant de concilier Islam chiite et Démocratie. La victoire des réformateurs aux élections législatives du 18 février 2000 est une remise en cause du pouvoir religieux. L'Iran apparaît beaucoup plus ouvert que l'obligation du port du voile pour les femmes ne pourrait le laisser penser. L'apparition de réels partis politiques, la possibilité pour les femmes de jouer un rôle social et l'émancipation actuelle des jeunes laissent entrevoir un nouveau rayonnement. L'apprentissage de la démocratie en pays chiite est source de vives tensions, nécessaires à la cohabitation des intérêts divergents des acteurs de la société.

Diplomatiquement, l'Iran retrouve une place sur la scène internationale en abandonnant toute volonté d'exportation de sa révolution islamique. Il compose avec un environnement immédiat très spécifique, au sein duquel il entend jouer le rôle de grande puissance régionale. L'Iran ouvre un dialogue constructif avec l'occident, négocie avec la Russie et la Turquie ses intérêts face aux pays émergents du Caucase. L'Iran est concerné par les formidables enjeux économiques et stratégiques des débouchés de la Caspienne. Dans tous les cas, la spécificité religieuse et identitaire de l'Iran lui permet d'occuper aujourd'hui le rôle de « gendarme du Golfe persique ».

**Mots clés :** chiisme, sunnisme, Golfe persique, Khomeyni, Caucase, Caspienne

**LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN :**  
**Chiisme et Démocratie en devenir au service d'une puissance régionale**

**SOMMAIRE**

**1<sup>ère</sup> Partie**

**UNE HISTOIRE DE PARADOXES**

L'Iran n'est pas un pays arabe, mais un grand Empire musulman  
Panchiisme ou exception iranienne ?

**2<sup>ème</sup> Partie**

**CHIISME ET DEMOCRATIE EN IRAN**

Une théocratie en fin de vie  
Compatibilité entre Chiisme et Démocratie

**3<sup>ème</sup> Partie**

**UNE GRANDE PUISSANCE REGIONALE**

Une ambition internationale raisonnable  
Une géopolitique régionale incontournable

## INTRODUCTION

Une des richesses de l'islam se trouve dans la diversité de ses identités que sont l'arabité, l'iranité et la turcité. De ces trois forces du monde musulman, l'Iran nous fascine par son originalité. Installé entre les mondes arabe, turc, indien et russo-européen, l'Iran, "le pays des Aryens", occupe une position charnière, dans une région géopolitique tourmentée. Ce vieux pays, prolongement de l'Empire perse trouve ses racines au VI<sup>ème</sup> siècle avant J.C.

Le chiisme est par essence révolutionnaire. La république Islamique d'Iran s'est retrouvée complètement isolée sur la scène diplomatique après la révolution islamique de 1979 et son rejet de l'Occident. La prise en otage de l'ambassade américaine et les huit années de guerre avec l'Irak ont accentué encore davantage cet état de fait. Il faut attendre la disparition de l'Imam Khomeyni en 1989 pour voir le pays se replacer progressivement dans le concert des nations. Les autorités politiques du pays, poussées par les difficultés économiques, doivent maintenant choisir entre pragmatisme ou intransigeance religieuse. Les réformateurs engagent le pays dans un processus démocratique depuis 1997, en conciliant la religion d'Etat chiite, en vigueur depuis 1501, et des ambitions géopolitiques dignes du passé pour faire jouer à l'Iran un rôle de tout premier plan.

Je m'attacherai à déterminer, tout au long de mon étude, quelle est l'influence du chiisme dans le destin exceptionnel de l'Iran, où 95% de sa population est convertie à cette religion minoritaire de l'islam. Capitale du chiisme dans le monde, l'Iran cultive les paradoxes, à tel point que René Gousset le présente comme « un monde » à part entière, où le chiisme est le porte drapeau de ses ambitions. Pour cela, j'étudierai, tout d'abord, l'influence du chiisme iranien à travers l'Histoire pour mieux comprendre les enjeux d'aujourd'hui. Ensuite, en m'appuyant sur les bouleversements liés à la révolution islamique de 1979, j'insisterai sur le processus de démocratisation en cours pour mettre en évidence la singularité de l'Iran qui cherche sa voie entre chiisme et modernité. Le phénomène de martyr, observé à lors de la guerre Iran-Irak, symbolise cet Islam chiite incompatible aux yeux de certains avec une vision démocratique de la société. Or, le courant réformateur de monsieur KHATAMI est le signe d'un déclin de l'emprise des mollahs. Dans ce cadre, le chiisme pourra-t-il encore exprimer sa spécificité? Enfin, je dresserai le bilan géopolitique tissé à travers un jeu d'alliances complexes, qui confère à l'Iran des ambitions régionales à la hauteur de son Histoire dans une zone à stabiliser.

## PREMIERE PARTIE : UNE HISTOIRE DE PARADOXES

L'Iran a vu son importance géopolitique varier au cours de sa longue histoire en fonction de l'extension de son territoire, de sa situation politique, économique et militaire ainsi que de la conjoncture régionale et internationale. L'importance du chiisme en Iran et son originalité se comprennent à travers son histoire. Situé entre le Moyen-Orient arabe et les hautes terres de l'Asie centrale, l'Iran est le seul État de cette région qui soit à la fois vaste, très peuplé, riche en hydrocarbures et qui forme un État depuis la plus haute Antiquité. De plus, en moins de vingt ans, le pays est passé d'une industrialisation et d'une urbanisation accélérées sur le mode occidental à une «révolution islamique» qui a bouleversé son évolution politique et sociale. L'ancienne Perse se différencie des autres pays de la région par son peuplement à majorité Persans, mais aussi Kurdes, Baloutches, Arabes, Turkmènes, Azéris et nomades et sa langue, d'origine indo-européenne.

### 1. L'Iran n'est pas un pays arabe, mais un grand Empire musulman

L'histoire deux fois millénaire de la Perse donne à l'Iran un statut de très vieille civilisation, dite "de plateau" qui s'oppose à celles des grands bassins fluviaux (Indus, Mésopotamie, Nil). Son Histoire écrite remonte à Cyrus, roi des Perses, en 550 avant J-C. L'empire connut une histoire turbulente, où les dynasties se succédèrent au gré des invasions grecques, romaines, barbares, jusqu'à l'avènement, deux siècles avant J-C, de l'empire sassanide, qui durera jusqu'à l'invasion arabe à partir de 637, entraînant la conversion de la Perse à l'Islam, sans susciter d'écrasement de l'identité nationale. Ainsi, loin de disparaître face à l'envahisseur, la culture persane s'est perpétuée et la langue persane s'est imposée dans le monde islamique à côté de celle du Coran.

Les invasions mongoles et turques se poursuivirent jusqu'à l'avènement de la dynastie Safavide, créé par Ismaïl Safavi en 1501. Cette dynastie affirme l'autonomie de la Perse à l'égard de l'Empire ottoman sunnite et utilise le chiisme, décrété religion d'État, comme moyen de forger une identité nationale. Il forme, avec la dynastie Ottomane et celle des grands Moghols de l'Inde, l'un des trois grands empires pré-modernes du monde musulman. La prise d'Isfahan par les Afghans en 1722 ouvrit alors une nouvelle période d'anarchie jusqu'à l'avènement, à la fin du XVIIIe siècle, de la tribu turque des Kadjars. L'Iran fut, sous cette dynastie, l'enjeu d'une double et durable emprise russe et britannique avec, en toile de fond l'accès aux "mers chaudes". Les Kadjars, renversés en 1925 par un officier, Reza Khan, annonce le règne des Pahlavis.

Le nouveau souverain, Reza Chah, encourage le développement économique et l'occidentalisation, mais à un rythme beaucoup plus réduit qu'en Turquie, et en maintenant un pouvoir despotique. À plusieurs reprises, des conflits l'opposent au Royaume-Uni, dont l'influence reste prépondérante dans la région, en particulier à travers l'Anglo-Iranian Oil Company. Pour tenter de se dégager de cette lourde tutelle, le Chah développe de cordiales relations avec l'URSS et surtout avec l'Allemagne, qui participe activement au développement économique du pays (en 1939, elle représente 41 % du commerce iranien). En 1951, M. Mossadegh, Premier ministre de Muhammad Reza, soucieux d'instaurer l'indépendance économique de l'Iran, appellation officielle depuis 1935, nationalisa l'Anglo Persian Oil Company. Finalement, les opérations de production pétrolières furent confiées à un consortium international, contrôlé en grande partie par des compagnies américaines.

L'année 1978 est marquée par les manifestations populaires et par une terrible répression, qui aboutira au départ du Chah le 16 janvier 1979 et consacrera le clergé chiite, seul force capable de canaliser l'accès à la dignité et à l'indépendance. Le 1er février, Khomeyni rentre triomphalement dans la capitale. La " révolution islamique " a triomphé. Les spécialistes iraniens<sup>1</sup> pensent que vingt-cinq ans plus tôt, cette même révolution aurait été laïque et démocratique sans l'influence des puissances occidentales.

De ce passé riche et heurté, il ressort une forte identité nationale, forgée autour de la spécificité chiite depuis quatre siècles et sur une langue persane qui joue un peu le rôle du grec en occident. Cette iranité anime la République Islamique d'aujourd'hui: musulman mais chiite, sous-développé mais riche en pétrole, despotique mais parcouru par tous les courants de pensée, peuplé pour moitié de Persans qui parlent le farsi.

### 1.1.Le plateau iranien, facteur géopolitique exceptionnel

L'Iran, fort de près de 70 millions d'habitants, s'étend sur 1,65 million de kilomètres carrés, soit trois fois la surface de la France. Installé sur des hauts plateaux, l'Iran est au cœur même de l'Ancien Monde et constitue un « carrefour de civilisations ».

État de l'ouest de l'Asie centrale, l'Iran est bordé à l'ouest par l'Iraq, au nord-ouest

---

<sup>1</sup> CEMOTI, Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien et le monde iranien, équipe UMR 7528 du CNRS, créé en 1995

par la Turquie, au nord par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, à l'est par l'Afghanistan et le Pakistan, et baigné au sud par le golfe d'Oman et le golfe Persique.

Une large muraille d'États Islamiques indépendants étend désormais la protection du bastion vers le Nord (annexe1). En serrés en son cœur, les hauts plateaux iraniens représentent le centre de gravité de l'Ancien Monde. Ils constituent la plaque tournante entre les pays et les cultures du pourtour méditerranéen et ceux de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Ils séparent, de plus, ces pays d'Asie des vastes plaines d'Europe du Nord (Russie, Sibérie). C'est précisément là, en Iran, que l'on trouve le point le plus étroit des massifs montagneux séparant l'Eurasie sur toute sa longueur, la ligne de partage des eaux entre l'Arctique et les chaudes mers du Sud. Les hauts plateaux iraniens, la Perse et l'Afghanistan, devaient interdire aux Russes l'accès à l'Inde et à l'Océan Indien.

De plus, l'Iran en s'étendant entre deux mers, la Caspienne, mer fermée au Nord et les golfes Persiques et d'Oman au Sud, fait partie des pays incontournables dans la course aux mers chaudes (annexe 1).

## 1.2 Des relations ambiguës entre Chiisme et Economie

L'Iran est ressorti, des huit années de guerre contre l'Irak, avec une économie exsangue et un tissu industriel délabré. La République islamique a mis en place une économie socialiste, basée sur un système social ambitieux directement lié à la conception égalitaire du chiisme.

Les hydrocarbures constituent la base de son économie : les réserves pétrolières, évaluées à 90 milliards de barils, et gazières, estimées à 20 000 milliards de m<sup>3</sup>, placent respectivement l'Iran aux 3<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> rang dans le monde.

L'agriculture, très variée (coton, tabac, tomates, pommes de terre, pistaches, amandes, dattes, oranges, citron, thé...), contribue à hauteur de 20 % du PIB et bénéficie de ressources en eau non négligeables, même si la sécheresse affecte parfois gravement les récoltes. Le tiers de la superficie du pays est cultivable et les cultures couvrent 12 milliards d'hectares, dont plus de la moitié dans des régions à faible pluviosité. 46 % des sols cultivés sont irrigués et produisent 80 % de l'alimentation humaine. Le Gouvernement ambitionne l'autosuffisance alimentaire, mais la politique de subvention ne favorise pas le développement d'une agriculture performante.

Riche en minerais, l'Iran détient les secondes réserves de cuivre du monde.

En dépit de ses richesses, l'Iran traverse une crise économique grave, qui s'est traduite par la réduction de moitié, en vingt ans, du PNB par habitant. Elle est due à une pratique rentière de l'économie, où l'Etat est tributaire des revenus du pétrole, qui couvrent quelque 85 % des recettes publiques globales . L'Etat iranien détient la plupart des moyens de production avec près de 85 % des ressources du pays. L'appareil productif iranien s'inscrit donc dans le cadre dirigiste d'une économie très réglementée et englobe les fondations religieuses, qui tiennent une place essentielle depuis 1979. On estime désormais que les biens, gérés par des religieux, représentent près de 40 % du PIB iranien. Leurs activités sont essentiellement tournées vers les secteurs du commerce, de l'importation des biens de consommation et de la spéculation sur les devises.

L'économie iranienne est également caractérisée par un système de subventions, représentant 10 % du PIB. La conception sociale du développement économique en faveur des plus déshérités est source de nombreuses distorsions, notamment avec l'établissement de réseaux de clientélismes politiques issus de vingt années de république islamique. Ce favoritisme accentue les inégalités sociales et décourage l'investissement productif et la créativité.

Cet environnement n'est pas à la mesure des défis importants que le pays doit relever et qui portent sur deux priorités principales : fournir du travail à une population jeune et nombreuse, attirer les investisseurs, notamment étrangers.

L'urgence de réformes, destinées notamment à modifier les structures de l'économie est d'autant plus grande que le pays est confronté à un accroissement massif des demandeurs d'emploi. Ce sont quelque 700 000 jeunes, dont beaucoup de diplômés, qui arrivent chaque année sur le marché du travail, où le chômage est compris entre 20 et 30 % .

Dans ce cadre, l'Iran a un besoin urgent de moyens de financement. Les responsables ont élaboré, dès la fin du conflit avec l'Irak, un premier plan quinquennal. Ses principaux objectifs étaient la libéralisation de l'économie et l'allègement du contrôle du commerce extérieur. Parallèlement, des mesures d'ajustement structurel, préconisées par le FMI, devaient être mises en œuvre, notamment la suppression progressive des subventions et l'unification des taux de change. Toutefois, la réalisation de ce programme a été rendue impossible par la crise financière de 1992 ainsi que par une forte opposition politique.

L'adoption , en avril dernier, du Troisième plan quinquennal de développement (2000-2004) prévoit la libération progressive de l'économie , l'unification des taux de changes, la réforme du système bancaire, la mise en œuvre d'une réforme fiscale et la mise en place d'aides à la

personne. L'Iran utilise le caractère chiite pour justifier toutes ses orientations économiques, politiques et diplomatiques.

## 2 Panchiisme ou exception iranienne ?

La révolution Islamique en Iran a propulsé sur le devant de la scène le chiisme comme facteur géopolitique. L'Iran se veut le leader mondial de la révolution islamique, qui a pour objectif non seulement de coordonner les communautés chiites, mais aussi, de restaurer l'Islam chiite au sein du monde musulman dans une perspective d'islamisation générale du monde. Ainsi, l'Iran préfère fonder son identité sur le chiisme plutôt que sur une "persianité". Ainsi, « les chiites d'Iran se sentent iraniens alors que les sunnites ne se sentent pas iraniens, même si leur culture est iranienne ( Kurdes et Baloutches). »<sup>2</sup>

Les chiites interviennent constamment en tant qu' acteurs géopolitiques dans les zones proche et moyen-orientales, du Liban au Pakistan et du Tadjikistan aux émirats du Golfe. Le chiisme , en dehors du cas iranien, est une religion des minorités, des persécutés ou des exclus. Lorsqu'elle s'ouvre au monde, elle devient révolutionnaire. Dans son livre "*sous le turban, la couronne*", Olivier Roy souligne le choix privilégié de Téhéran pour le panchiisme au profit de la carte iranienne.

### 2.1 Influence et retour du chiisme

La religion chiite rassemble seulement 10 % des Musulmans, majoritairement sunnites. Il semble cependant utile de rappeler quelques éléments de base, singulièrement dans leurs conséquences sur la conception iranienne de l'organisation politique, qui régit aujourd'hui la vie institutionnelle du pays. Le Chiisme, avec environ 100 millions<sup>3</sup> de personnes, est concentré en Iran, en Inde, au Pakistan, en Irak, en Afghanistan, au Yémen du Nord, dans le Golfe, en Turquie et en URSS. En Syrie, les Alaouites sont parfois répertoriés comme chiites. Le chiisme est la principale branche dissidente de l'Islam.

Le chiisme s'est constitué autour de la succession du prophète Mahomet. Les premiers califes, après la mort de Mahomet, sont désignés parmi ses proches. Ali, cousin et gendre du prophète, quatrième calife est assassiné en 661. La Chi'a, le " parti " (de Ali), va défendre les droits de ses descendants contre les califes officiels. Ils sont, pour reprendre une expression de Louis Massignon, "les légitimistes de l'Islam ". Cette attitude, fondée sur

---

<sup>2</sup> Olivier Roy, *L'échec de l'Islam politique*, p.222, col. Esprit/ Seuil, oct 1992

<sup>3</sup> Les chiffres varient de 100 à 140 millions en fonction des auteurs (Alain Gresh et Vidal)

une conception égalitariste de la communauté des croyants, a évolué en une doctrine religieuse qui fonde le clivage actuel avec les Sunnites.

Le chiisme a grandement évolué au cours de l'histoire : il s'est divisé en plusieurs tendances qui se définissent à partir des imams, les successeurs de Ali. La place des imams est centrale pour le chiisme, puisque ceux-ci continuent le cycle des prophètes qui, pour les sunnites, est clos avec Mahomet. Parmi ces imams, Hussein, fils de Ali et troisième imam, occupe une place importante. Poursuivi par Yazid, le calife omeyyade, il fut cerné à Kerbala, en octobre 680. Il résista longtemps, malgré la soif, avec ses soixante-douze compagnons, mais fut finalement tué. Le martyre de Hussein, retracé annuellement à l'occasion du mois de mouharram lors de cérémonies expiatoires, joue un rôle crucial dans la mythologie chiite. Les divisions dans les courants chiites tiennent non seulement à la définition de la lignée des imams, mais aussi à leur rôle. Pour le plus grand nombre, en particulier les iraniens, irakiens et libanais, douze imams, appelés Imamites ou Duodécimains, se sont succédés. Le dernier, Mohamed, a disparu en 874. Après avoir communiqué, à travers des messagers, avec le monde extérieur, il s'est "retiré", mais reste vivant (la grande occultation). " La communauté n'a plus de chef visible absolu, jusqu'à la fin des temps où le Mahdi attendu reviendra instaurer un règne de justice et de vérité ".<sup>4</sup>

Le zaydisme représente une autre branche, plus modérée, du chiisme. Il ne reconnaît que cinq imams et ne s'enferme pas dans le légitimisme rigide des Imamites en rejetant le dogme de l'imam caché. Plusieurs dynasties zaydites ont régné dans l'histoire, en particulier au Yémen, à Sanaa, de 1592 à 1962. Quant aux Ismaéliens, ils firent scission à partir du deuxième imam. Ils furent à l'origine des Etats Karmates, de la brillante dynastie fatimide au Xe siècle en Égypte, de la fameuse Secte des assassins, fondée à la fin du XIe siècle et de la doctrine druze. Aujourd'hui, l'Aga Khan dirige la principale communauté ismaélienne présente en Iran, en Afghanistan, au Tadjikistan, en Inde et au Pakistan.

La géopolitique du chiisme influence le monde Islamique, où comme le souligne Monsieur Chevènement, dans son livre *Le Vert et le Noir*, le centre de gravité du monde arabe s'est déplacé de la Méditerranée vers le golfe Persique ou Arabo-persique depuis 20 ans. Ce déplacement de régions sunnites vers des régions de mélange chiite-sunnite peut être interprété par l'influence fondamentale de l'Iran. En effet, le grand refoulement du chiisme par le sunnisme est une caractéristique majeure de l'histoire de l'Islam depuis mille ans, avec une seule exception, la conquête de l'Iran par le chiisme à l'époque moderne.

---

<sup>4</sup> Yann Richard, *Le shi'isme en Iran*, Paris, Jean Maisonneuve, 1980.

Écartés des centres de décision en Irak, au Liban, au Pakistan, les chiites constituent encore aujourd'hui des communautés turbulentes.

## 2.2 Chiisme iranien et clergé hiérarchisé

En Iran, où les Safavides ont fait du chiisme la religion d'État, les oulémas chiites participent au pouvoir. La situation du chiisme en Iran s'exprime dans la fusion des courants chiite et révolutionnaire. Que ce soit pour unifier l'Empire Perse ou pour protéger les nomades chiites séfévides persécutés par l'Empire Ottoman, le particularisme par rapport à l'ensemble des peuples voisins sunnites s'impose. La conversion de la population au chiisme se fait par l'envoi de missionnaires des régions chiites traditionnelles ( Liban, Irak, Bahrein). Le clergé chiite ne fut pas vraiment un contre pouvoir politique durant la période de la guerre froide, mais il profita du sentiment d'injustice généré par l'oppression du pouvoir de Reza Chah. La révolution islamiste a représenté une importante victoire du chiisme militant, dont l'appel a toutefois rencontré peu d'écho dans un monde islamique dominé par le sunnisme. L' adaptation du chiisme duodécimain, fondée sur l'attente du retour du douzième imam, est revenue aux docteurs de la loi, base du futur clergé chiite qui se constituera au XVIIIe siècle. L' attitude historique quiétiste des chiites iraniens a évolué, au début des années 70, sous l'influence de certains idéologues vers une conception militante, politique et révolutionnaire du chiisme. Elle a généré une mouvance marxisante et tiers-mondiste, se reconnaissant dans la philosophie sociale et égalitaire du chiisme. Cette nouvelle lecture du chiisme a constitué l'ossature intellectuelle de la révolution islamique.

C'est autour de la personnalité de l'ayatollah Khomeyni que s'est faite la jonction entre le religieux et le politique, consacrée par le concept de velâyat el Fakeh, Guide de la Révolution, chargé de dire le droit en cas de conflit entre les deux logiques, politique et religieuse. La disparition de Khomeyni en 1989 a fragilisé cette fonction. Son successeur, M. Ali Khameney, plus " politique " que religieux, n'était pas encore ayatollah lors de sa nomination et ne pouvait donc pas être reconnu comme " source d'imitation "(marjayyat), le plus haut titre de la hiérarchie religieuse chiite. La remise en cause par les intellectuels du concept de velâyat al Fakeh redonne à la politique un espace autonome, régi par le débat et le vote.

Monsieur ALI Shariati sera le moteur du mouvement modernisateur du chiisme iranien. Durant la période de 1967 à 1973, il présente ses idées en université religieuse et établit une nouvelle idéologie islamique emprunte de modernisme. Son but était de faire croire à l'existence d'un vrai Islam, jusque là demeuré inconnu, capable de régler tous les

problèmes rencontrés par la société islamique et porteur d'un avenir meilleur pour l'ensemble de l'humanité à la condition qu'il soit pur et parfait. Ce message reçut un écho favorable auprès des jeunes qui trouvaient, enfin, une alternative aux discours traditionnels. SHARIATI devint le porte-parole des intellectuels issus des couches sociales qui voulait préserver la tradition. Véritable dépoussiérage de l'Islam, cette vision montre à la population qu'elle peut être le moteur révolutionnaire pour accéder à une société sans classes sociales et juste. En diabolisant l'Occident, il a pu condamner le régime Pahlavi, reflet du modèle de la société industrielle moderne. Il remet en cause le Chiisme traditionnel et par-là toutes les actions menées par le clergé étatique pro-gouvernemental et propose le Chiisme d'ALI, qui prône la lutte en faveur des plus pauvres et des plus faibles.

Ainsi, progressivement, c'est une spiritualité sociale qui va se répandre en Iran en vue de préparer la population à accepter un leadership religieux. On comptait parmi ses partisans des personnes issues des milieux sociaux moyens, ayant la possibilité de suivre des études universitaires, pour la majorité d'origine rurale et déjà prédisposés à accepter ce genre d'interprétation. Il a préparé le terrain en faveur d'une hégémonie religieuse.

Lors du mouvement social de 1978, les intellectuels et les étudiants demandent plus de liberté, de démocratie ainsi que la disparition de la censure. Le clergé, guidé par Khomeyni, récupère cette action, qui prend en compte les enjeux sociaux issus d'un projet de modernité malmené par le pouvoir en place. L'Islam de Khomeyni a réussi à mobiliser les jeunes déshérités. Ils voient en lui leur sauveur qui les libérera de la répression sociale qui les écrasait. Khomeyni s'oppose au pacifisme de la majorité du clergé iranien qui ne tenait ni à se mêler de politique, ni à profiter de la situation subversive pour renverser le régime. Sa stratégie est de créer la rupture avec ce clergé pacifiste à travers un Islam nouveau. Hormis les personnes qui avaient participé aux émeutes de 1963 à Qom lors de la révolution blanche, Khomeyni n'était connu de personne. Ses discours divisent la société en la partageant entre révolutionnaires et contre révolutionnaires, en d'autres termes entre purs et impurs. Khomeyni recherche une force capable de mener la révolution parmi les couches sociales les plus déshéritées de la population iranienne. Il trouve cet échos dans la population grâce au rejet massif du régime du chah et à cause de la situation économique défavorable.

Le caractère chiite des Iraniens, qui attendent le Mahdi, celui qui va rétablir la justice sur terre joue en faveur de Khomeyni, qui canalise aussi les attentes de justice sociale, d'identité nationale. La révolution est, en ce sens, largement nationaliste. Quel est, dans ce cadre, le caractère islamique du mouvement contestataire? La répression sévère a

jugulé les moyens d'expression dans le pays. Seul le clergé est épargné par ces mesures policières et garde une certaine liberté de communication. Cette politique, menée par le régime de 1960 à 1976, va donner au clergé un pouvoir sans précédent. C'est ainsi que les résultats d'un sondage effectué en 1975 démontraient que l'élan de la population allait de préférence à la construction de mosquées, avec 26% des réponses, juste derrière la construction d'infrastructures liées à la santé avec 28%, mais loin devant les écoles ou la mise en place de services de transport, totalisant 7%. Le clergé hiérarchisé, spécificité du chiisme, récupère son statut dans les milieux pauvres en s'appuyant sur le désintéressement.

Dans ce contexte, la mosquée constitue un élément important de la communication du clergé. On dénombre plus de cinq mille mosquées sans compter les milliers d'édifices consacrés aux cultes et aux cérémonies religieuses tels que les *HOSSEYNIEH*. De plus, les prières quotidiennes, gérées selon la tradition chiite par un directeur de prière, *MOLLAH* ou *IMAM*, permettent de tenir un discours quotidien. La fréquentation de ces lieux est accrue par les commémorations des morts et le discours du *MOLLAH* aborde, du haut de son *MINBAR* (chaire surélevée) un sujet sans jamais aborder la politique de manière directe. Ainsi, le clergé pouvait transmettre ses idées sans crainte de la répression en vigueur.

De plus, le clergé commémore régulièrement, à travers les *RAWZEH KHANI* (séances de prédication), un événement douloureux de l'histoire chiite. Le succès de cette révolution réside dans l'organisation hiérarchique atypique au sein de ce clergé chiite. Il est dominé par la source d'imitation, *MARJA'E TAQLID*. Elle représente une référence pour tout musulman confronté à un problème religieux et prend corps dans un *Ayatollah*, donnant son interprétation. Son importance se mesure au nombre d'adeptes qui suivent sa voie.

L'ensemble des analyses sur la révolution iranienne de 1979 s'accorde pour reconnaître que sa caractéristique principale réside dans l'affirmation d'un guide. Véritable dynamique identitaire, le chiisme est développé comme finalité, en vue d'une islamisation générale du monde, comme le souligne Monsieur THUAL<sup>5</sup>. L'histoire permet de relativiser 20 ans après cette vision hégémonique; mais il n'en reste pas moins vrai que la sanctuarisation du chiisme dans l'Etat-nation iranien est un phénomène qui dépasse l'Iran et concerne le monde chiite dans son ensemble.

---

<sup>5</sup> François THUAL, *Géopolitique du chiisme*, Arléa, sept.1995

Paradoxalement, l'Islam chiite se méfie de la nation qui représente un risque de fracture de la communauté musulmane, l'Umma. L'Etat-nation doit se dissoudre un jour dans la victoire finale du chiisme et le triomphe de l'Islam. L'Iran représente la première étape de sanctuarisation du chiisme. L'épopée révolutionnaire est finie, mais il semble bien que le chiisme iranien veuille jouer un rôle important, quitte à se transformer profondément.

## **DEUXIEME PARTIE : CHIISME ET DEMOCRATIE EN IRAN.**

L'histoire iranienne a toujours influencé le monde musulman. Aujourd'hui, l'Iran est en position d'avant-garde en tentant de concilier Islam chiite et Démocratie. Les élections législatives du 18 février 2000 ont effectivement vu les réformateurs remporter au premier tour la majorité absolue au Parlement. Cette victoire marque la fin de la mainmise des religieux sur le pouvoir.

### **1. Une théocratie en fin de vie**

*"les nations passent nécessairement de la révolte contre Dieu à la révolte contre le pouvoir". F de Lamennais*

#### **1.1 Le déclin des mollahs**

Pour expliquer cette révolution ou, du moins, son "islamisation", certains chercheurs ont privilégié l'hypothèse d'un clergé maléfique et sa place particulière dans le chiisme iranien. D'autres ont mis l'accent sur la réaction de la société contre un Occident faisant fi de ses valeurs. Il semble évident que le caractère chiite, en tant que système culturel et forme d'expression de la contestation, constitue un élément clé. Mais ne faudrait-il pas chercher d'autres dynamiques, moins apparentes, qui ont permis son déclenchement ?

L'Islam chiite a débouché, depuis 1979, sur une sécularisation de la religion permettant aux citoyens d'intervenir dans le champs religieux, jusque là réservé aux seuls hommes de religion. Le clergé se trouve en quelque sorte délégitimé et voit son rôle politique contesté. Ce processus favorise un débat, d'une rare ouverture dans le monde musulman, sur l'interprétation du dogme religieux. La dynamique sociale et philosophique générée par la révolution islamique débouche aujourd'hui sur des revendications démocratiques de la part d'une population dont plus de la moitié a moins de vingt ans.

Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, le monde musulman est pratiquement le seul à n'avoir pas domestiqué la démocratie. De l'Indonésie au Maroc, en passant par la Turquie, depuis un peu moins d'un siècle, le monde musulman tente de définir son positionnement par

rapport au concept de démocratie développé par la société occidentale. Sous l'impulsion du Président Khatami, l'Iran évolue vers la démocratie. En effet, depuis 1997, on assiste en Iran à l'émergence d'un appareil démocratique au milieu d'une succession de combats politiques parfois violents, arbitrés par les urnes. Les partisans de M. Khatami disent « non » au régime des mollahs, car ils s'opposent à la confiscation de la révolution par un clergé chiite incapable de donner un nouvel élan au pays. La mise en cause du caractère théocratique de la République islamique est au cœur du débat entre conservateurs et réformateurs.

Les réformateurs soutiennent que l'institution du Velayat Faguih, qui établit l'autorité d'un « Guide suprême », non élu au dessus du président de la République, n'a pas de légitimité. Cette position n'est pas seulement soutenue par les laïcs, elle l'est aussi par de nombreuses personnalités religieuses de premier plan, qui redoutent de voir l'Islam lui-même pâtir de l'impopolarité du régime. Le processus, en cours, est susceptible de ruptures, de crises et de retours en arrière. Cependant, sa lente maturation, le soutien affirmé et général de l'opinion publique et surtout des jeunes générations permettent de penser qu'il sera durable et marquant. Sa portée a toutes les chances de dépasser le cadre iranien, car l'Iran constitue depuis des siècles l'un des pays phares de la culture musulmane, ayant donné à l'Islam ses plus grands savants, intellectuels, et artistes (Avicenne, Sohrawardi, Ghazali, Omar Khayyam, Attar). Le rayonnement de ses idées bénéficie donc de relais profondément ancrés dans l'histoire même de la communauté musulmane.

Un intellectuel iranien, pieux musulman, proche de la mouvance de Khatami, déclarait récemment sous le couvert de l'anonymat : « Maintenant qu'on s'est débarrassé de la monarchie (révolution de 1979), il va falloir se débarrasser des mollahs ». Cette phrase illustre le rejet qu'inspire désormais, chez une majorité d'Iraniens, la mainmise du clergé chiite sur le pouvoir. Il faut ainsi remarquer que depuis 1979, le nombre de religieux élus au Parlement iranien, le Madjlis, est en constante diminution. En outre, les conservateurs, qui comptent de nombreux religieux dans leurs rangs, n'ont plus gagné une élection significative depuis 1997. En effet, lors de la présidentielle, des municipales et des dernières législatives, ils ont été balayés par les réformateurs. Même dans la ville sainte de Qom, bastion des religieux conservateurs, les réformateurs ont réussi à faire élire un de leurs candidats sur les trois sièges prévus au Parlement pour cette ville.

Sur ce plan, le très mauvais score de Hashemi Rafsandjani, tête de liste des conservateurs à Téhéran est symptomatique de la perte de poids des religieux et du destin

que pourrait connaître le régime. En effet, l'histoire politique de Rafsandjani se confond avec celle de la République islamique. Président du Parlement de 1980 à 1989, président de la République de 1989 à 1997, véritable numéro deux d'un régime auquel l'ayatollah Khomeyni déléguait presque tout jusqu'à sa mort en 1989, Hashemi Rafsandjani représentait le pouvoir mais symbolisait aussi la possibilité pour celui-ci de s'adapter et de s'ouvrir.

Dans une étude<sup>6</sup>, Fariba Abdelkhah soutient que la révolution a accompagné et accentué des processus clés de toute modernisation, comme l'homogénéisation de l'espace public et l'émergence de l'individu. Le paradoxe est bien sûr que cette démarche se soit faite au nom de valeurs explicitement traditionalistes, religieuses et communautaires. Cela suppose une mutation du champ religieux et clérical.

Cette transformation prend d'abord le sens de la banalisation du champ religieux. Elle étudie en détail quelques segments de cette mutation : les tentatives du maire de Téhéran d'introduire un système fiscal, la monétarisation du champ religieux, le goût pour la compétition et l'affirmation du moi... Le résultat est l'émergence d'une société civile, rétive à tout totalitarisme et avide de consommation. Mais il serait erroné, selon l'auteur, de croire que la religion est en train de disparaître. Elle reste le référent qui définit l'authenticité culturelle et nationale. Elle se présente aussi comme un mode d'appropriation du changement, au besoin contre les nouveaux maîtres.

On peut alors se demander quel est le poids de la singularité du statut religieux iranien, le chiisme, face à ces facteurs. On assiste aujourd'hui en Iran à la naissance d'un processus historique majeur qui peut se traduire par un réel développement démocratique en terre d'Islam. Les années qui viennent prouveront la validité de l'expérience iranienne. Le sociologue Farhad Khosrokhavar résume ainsi la situation : « Ce que le Chah n'a pas su faire, la séparation de l'Etat et de l'Eglise, l'échec de la révolution iranienne est en train de le réaliser. »

## 1.2 Une nouvelle dynamique identitaire en Iran

Les experts<sup>7</sup> du monde iranien, , toutes origines confondues, s'accordent pour dire, que la révolution religieuse iranienne a donné une nouvelle dynamique à la vague très politique d'islamisation de la vie culturelle et sociale des Arabes. Quelle est la part du

---

<sup>6</sup> F. Abdelkhah, *Etre moderne en Iran*, Paris, Karthala, 1998

<sup>7</sup> CEMOTI et le monde iranien (UMR 7528)

chiisme dans cette dynamique de regain d'identité islamique ? Le chiisme iranien n'aurait pas dû toucher le monde arabe, majoritairement sunnite et historiquement hostile aux ambitions politiques de l'Iran dans la région. En fait, le khomeynisme, conciliant anti-impérialisme traditionnel avec anti-marxisme ainsi qu'une hostilité totale à la laïcité de la vie politique, a été plus efficace, dans le mouvement d'islamisation des sociétés arabes, que l'intégrisme islamique en provenance d'Arabie Saoudite, trop marqué par la soumission de la politique saoudienne aux intérêts des Etats-Unis au Moyen-Orient. Cette évolution a amplifié dans différentes régions du monde des crises graves de légitimité politique et de conscience identitaire où le facteur religieux a fait l'objet d'une exploitation intensive. On peut citer l'Afghanistan en 1980, la Yougoslavie et l'Algérie en 1992 ou la Tchécquie en 1994. Si la morale islamique continue de régir bien des aspects de la vie quotidienne iranienne, son application semble témoigner, depuis quelques années, d'une moindre rigueur. L'espace privé permet des arrangements en matière de liberté morale, notamment, pour ce qui est des relations entre jeunes gens et jeunes filles. Les intrusions inopinées des bassidjis dans les domiciles des particuliers pour vérifier les comportements et éventuellement les sanctionner se font, semble-t-il, plus rares. De même, les règles du code vestimentaire sont contrôlées de façon plus lâche qu'auparavant. Il reste que, dans les textes, les menaces de contrôle et de sanctions existent encore bel et bien. La démocratie est-elle en marche en Iran ?

## 2 Chiisme et modernité en Iran

Le président Khatami affirme : « Nous ne réussirons à aller de l'avant que si nous avons la capacité d'utiliser les apports scientifiques, technologiques et sociaux de la civilisation occidentale ». Ajoutant que cela pourra se faire « dans le cadre d'une société civile islamique ». Cette position s'inscrit dans la suite logique des premières contestations à la fin des années 80 de *la velayat faqueh*. L'idéologue Abdolkarim Sorouch, travaillant sur les moyens de conjuguer Islam et modernité, affirme que « près de 90% des fuqaha (pluriel de faqih) ne sont pas d'accord avec le principe de *velayat faqih* ».

La sympathie initiale, que la Révolution iranienne de 1979 sut gagner auprès de l'opinion publique internationale, laissa très rapidement la place au trouble puis à la répulsion. Qualifié d'"intégriste", le nouveau régime paraissait nettement hostile au processus de modernisation entamé depuis quelques années en Iran. On sait mesurer l'impact du chiisme sur les attitudes de la population à travers la démarche des individus

dans le choix du conjoint, de l'âge au mariage, du nombre d'enfants ou encore dans la composition de la famille et la distribution des rôles entre les sexes. La modernisation en cours s'attaque

aussi à l'évolution du pouvoir politique central et à la constitution de l'État-nation. Elle conduit à s'interroger sur le développement des administrations publiques, dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de l'économie en général.

## 2.1 La montée en puissance des jeunes et des femmes

### La remise en cause du chiisme « martyropathe » par les jeunes:

Le mouvement social mené, dans les années 1970, par les classes moyennes va se métamorphoser en révolution au contact des jeunes. Ils représentent un grand potentiel destructeur désireux de bouleverser l'ordre établi. Le clergé khomeyniste adaptera ses discours, afin d'exploiter cette force, vantant la nécessité de sauver les valeurs morales et l'Islam, en préservant la religion et la foi et non les biens matériels.

Khomeyni crée une sphère dans laquelle ces jeunes peuvent se créer une identité sociale. En offrant leur vie pour la révolution, ils se construisent une identité forgée à partir du phénomène mortifère, cher au Chiisme. Grâce aux sacrifices de ces jeunes déshérités, le mouvement réussit à renverser le régime du Shah en février 1979.

Le modèle de martyr (chahâdat) chez les jeunes est une spécificité du chiisme: Dans la période révolutionnaire se développe, avec une intensité jamais atteinte dans l'histoire de l'Islam, le phénomène du martyr. Que ce soit dans la lutte contre le chah ou dans la guerre contre l'Irak (1980-1988), causant un million de morts et de blessés des deux côtés<sup>8</sup>, le martyr est omniprésent, comme phénomène culturel mais aussi politique et social chez les jeunes iraniens. Ce sont pour la plupart des " déshérités "(mostaz'afin), une jeunesse des couches inférieures, urbanisée depuis une ou deux générations (*annexe 2*).

Paradoxalement, la République islamique a engendré, voire amplifié les forces qui la menacent. Sa politique de natalité incontrôlée pendant plusieurs années a modifié la structure démographique de la société. La campagne d'alphabétisation et la généralisation de l'enseignement gratuit ont divisé par quatre le taux d'analphabétisme (actuellement de

---

<sup>8</sup> Les statistiques sont à prendre avec prudence. On estime les pertes iraniennes à quelque 500 000 morts et blessés, dont 125 000 pour l'armée, le reste provenant de l'Armée des Pasdaran et des volontaires de Bassidje, et à plus d'une centaine de milliers, les invalides de guerre. Cf. Mehdi Amani, Les effets démographiques de la guerre Iran-Irak sur la population iranienne, Institut National d'Etudes démographiques, Paris, 1992.

15 %) tout en décuplant le nombre des diplômés universitaires (plus de quatre millions, sans compter les deux millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur), lesquels

viennent grossir les rangs des sans-emploi. Plus de 50% des iraniens n'ont pas connu le régime du Shah et ont grandi sous le régime austère d'une République islamique qui a multiplié les interdits culturels en tout genre. L'interdiction de l'antenne parabolique au nom de la lutte contre l'« agression culturelle occidentale », dont les nouveaux députés ont annoncé la levée prochaine, n'a pas empêché le marché noir de la vidéo et de la musique occidentale. Par ailleurs, l'accès généralisé à l'enseignement, incontestablement une des grandes réussites de la révolution a, sur le plan des revendications politiques, rapproché les jeunes de catégories sociales très différentes. Tout en étant soumis à l'endoctrinement idéologique et à des médias muselés jusqu'à la première moitié des années 90, la jeunesse iranienne montre des signes de rejet de l'islamisme révolutionnaire.

Ainsi, la jeunesse cossue du nord de Téhéran partage aujourd'hui les mêmes aspirations que celle des quartiers populaires du sud de la ville. En outre, les jeunes iraniens peuvent voter à partir de seize ans. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'ils aient voté en masse à la présidentielle de 1997 pour Khatami, qui bien que religieux, apparaissait comme plus libéral.

#### La formidable montée en puissance des femmes :

Suprême ironie, l'instauration du port obligatoire du foulard islamique a donné une impulsion irrésistible à l'émancipation de la femme. Le tchador a, en effet, permis l'entrée en masse dans les écoles et les universités de filles que de nombreuses familles traditionnelles refusaient de scolariser à l'époque de la monarchie quand le port du voile était interdit. Les étudiantes constituent plus de 50 % des effectifs universitaires contre 25 % à l'époque du chah. Le taux d'alphabétisation des femmes, âgées de 15 à 45 ans, est passé de 26% en 1976 à 67% en 1998<sup>9</sup>. Dans la même période, le nombre moyen d'enfants par femme est tombé de 7,2 à 3,6. Vêtues « pudiquement » sous la République, les femmes envahissent aussi le marché du travail, d'autant qu'elles sont contraintes de fournir un complément indispensable au revenu familial. Depuis la seconde moitié des années 90, on voit des femmes juristes, écrivains, sociologues, cinéastes, peintres. Elles revendiquent la pleine égalité des droits, notamment dans les domaines de l'héritage et du divorce, droits sacrilèges pour les tenants de l'Islam conservateur.

---

<sup>9</sup> Selon les sources de Paul Balta, écrivain et directeur du centre d'Etudes de l'Orient contemporain.

Événement sans précédent, les organisations féministes, islamiques et laïques, ont décidé de créer un front commun pour obtenir gain de cause . « Nous avons pris conscience que la défense des droits de l'homme passe par la reconnaissance des droits de la femme », remarque l'une de ces militantes Islamiques, l'avocate Shireen Ebadi.

Ainsi les femmes, les plus jeunes en particulier, font figure de fer de lance du mouvement réformiste. Neuf d'entre elles ont posé leur candidature lors de la dernière élection présidentielle. Certains spécialistes pensent que l'une d'elles aurait été élue à la magistrature suprême si les candidatures féminines n'avaient pas été écartées d'emblée par les représentants du faguih. De nombreuses femmes ont été élues lors du récent scrutin municipal dans les grands centres urbains, comme ce fut le cas dans la ville sainte de Qom où une infirmière « moderne » l'a emporté sur plusieurs de ses concurrents enturbannés. Le conseil municipal de Téhéran comporte deux femmes. Dans une société de tradition patriarcale et profondément marquée par le machisme, cette évolution est paradoxale.

L'analyse de la fécondité des femmes iraniennes montre que celle-ci s'est maintenue à un niveau élevé et n'a commencé à baisser véritablement qu'à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt. La baisse de la fécondité sous la République islamique, contredit les hypothèses les plus répandues sur les changements politico-idéologiques liés à la Révolution islamique, notamment sur le statut de la femme :

Le déclin de la fécondité étant difficilement concevable sans transformation globale de la société, et sans évolution de la situation de la femme. En effet, l'examen du marché matrimonial a permis de constater que depuis le début des années quatre-vingt il était de moins en moins inégalitaire à l'égard des femmes, alors que les lois Islamisées n'y incitaient évidemment pas.

L'élévation continue de l'âge au premier mariage des femmes, la baisse de l'écart d'âge au premier mariage entre les époux ou encore le nombre de divorcés selon le sexe qui tend à s'équilibrer, témoignent du changement des mentalités et de l'ouverture des esprits à un nouveau modèle de fonctionnement social.

La hausse régulière de la proportion des femmes qui recourent à des méthodes contraceptives, a mis en évidence le recul des traditions séculaires émanant des règles Islamiques qui, en limitant le rôle de la femme à celui de mère et d'épouse soumise, ne permettaient pas un contrôle de la fécondité.

L'effondrement de l'ordre patriarcal, créé par l'établissement de relations de plus en plus égalitaires entre les sexes et les générations, survenus au cœur de la transition démographique et en relation directe avec le progrès scolaire, est la clé de la mutation,

sociale et politique de l'Iran contemporain. Par cette modernisation, la société iranienne confirme l'autonomie de sa dynamique par rapport à la sphère politique et révèle aussi une volonté nouvelle d'imposer le rythme et la nature de son propre processus de modernisation. Il ne faut pas cependant tirer des enseignements trop hâtifs et le film, sorti sur les écrans en janvier 2001, intitulé *le cercle*, dressant le portrait de femmes soumises, relativise l'approche d'émancipation. Le rapport onusien<sup>10</sup> de 1997 souligne en revanche cette modernisation. Il est donc plus important que jamais d'observer l'évolution de la société iranienne.

## 2.2 La victoire des réformateurs ou la route vers la démocratie

Les élections législatives<sup>11</sup> ont bouleversé la donne, en conférant au camp réformateur la majorité absolue des suffrages. Le décompte précis de cette nouvelle majorité (200 sièges sur 290) est cependant compliqué par une organisation partisane encore balbutiante, ne permettant pas d'affecter chaque élu à un programme ou à une organisation politique précis.

Ce cadre institutionnel complexe, reflet de deux légitimités (théocratique et démocratique) oppose donc deux orientations spécifiquement politiques. Aujourd'hui, le pouvoir réformateur s'incarne dans le Président de la République, son gouvernement et, depuis les récentes élections, le Madjlis. L'influence conservatrice, pour sa part, se retrouve dans le Guide, les conseils Islamiques, le pouvoir judiciaire et les médias audiovisuels, dont il nomme les responsables, ainsi que dans la hiérarchie militaire.

La multiplicité des instances décisionnelles, la collégialité qui inspire leur mode de fonctionnement, s'ajoutent à cette dualité de légitimité pour faire de la recherche constante du compromis le seul mode possible de gouvernement. Plus de 70% des députés de l'assemblée n'ont pas été réélus en 2000. Succédant aux triomphes des élections présidentielle et municipales<sup>12</sup>, le raz-de-marée des réformateurs confirme l'intensité de la demande de changement qu'exprime la société, vingt ans après la révolution Islamique. Ainsi, le président Khatami peut mener des réformes urgentes sur le plan politique et économique. Il a toutefois besoin pour cela de l'attentisme d'Ali Khameneï, guide suprême

---

<sup>10</sup> Commission des droits de l'homme, Bilan 1997 de l'ONU, accessible sur le site internet [www.hri.ca/fortherecord1997/bilan1997/vol3/iran.htm](http://www.hri.ca/fortherecord1997/bilan1997/vol3/iran.htm)

<sup>11</sup> respectivement 18 février et 5 mai 2000

<sup>12</sup> respectivement mai 1997 et mars 1999

et successeur à ce titre de Khomeyni, conservateur mais qui semble avoir compris qu'il n'y a pas d'autre alternative que d'accepter le choix des urnes.

En revanche, la capacité de mener rapidement des réformes dépendra de la cohésion entre les élus. Le gouvernement va ainsi devoir s'attaquer aux rentes de situation qui se sont constituées depuis la révolution, qui ont surtout permis l'enrichissement de quelques-uns au détriment de la production intérieure et d'une majorité de la population. Khatami devra obligatoirement se mettre à dos certains groupes influents, notamment les commerçants du Bazar qui soutiennent plutôt les conservateurs et tirent profit du maintien du déficit commercial. Le manque de cohésion des conservateurs après leur terrible défaite électorale risque d'affaiblir la vigilance des réformateurs qui auraient dès lors toute latitude pour exprimer leurs divergences et se discréditer auprès d'une population impatiente.

Après une période de « Terreur » (Khomeyni) et de « Thermidor » (Rafsanjani), l'Iran entre désormais dans une nouvelle ère. M. Khatami a effectué une tournée dans le monde arabe, notamment en Arabie saoudite. Mais le combat se joue aussi sur le plan intérieur autour de la place de l'Islam et de ses relations avec le politique.

L'ultime objectif des partisans du président serait de « dé-khomeiniser » l'Etat. Le journaliste Akbar Ganji, l'un des chefs de file de l'opposition, le nie tout en dressant un parallèle entre M. Khatami et M. Gorbatchev : « Notre président souhaite un "Islam à visage humain" tout comme le leader soviétique a voulu assurer la survie du communisme en l'humanisant. Khatami apparaît, pour certains, comme l'homme de la modernité d'un Islam iranien, qui deviendrait une référence, voire peut-être un modèle, pour les communautés musulmanes à travers le monde .»

On peut se poser la question de savoir si ce mouvement réformateur ne marque pas le processus de sortie de l'Islamisme iranien? Gilles Kepel <sup>13</sup> considère plutôt ce mouvement comme l'avènement d'une démocratie musulmane et non d'une démocratie islamique. Il s'agit d'une démocratie faite par des musulmans. On peut constater que l'Islam chiite est particulièrement riche dans sa capacité à inventer. Le régime révolutionnaire se retrouve en pleine confusion. En effet, il est vilipendé en raison d'une corruption généralisée et de l'ampleur du désastre économique.

Transformées en profondeur, éduquées, politisées, les jeunes générations sont les premières à exprimer leurs frustrations et constituent une base solide pour démocratiser la société. Une fois encore, se vérifie la célèbre constatation d'Alexis de Tocqueville : « Les grandes révolutions qui réussissent font disparaître les causes qui les avaient produites. »

---

<sup>13</sup> Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'Islamisme*, Gallimard, avril 2000

Les femmes, les jeunes, les intellectuels, l'ensemble du camp des réformateurs exigent une révolution dans la révolution. A sa manière, le président Khatami fait penser à M. Mikhaïl Gorbatchev quand, à la tête de l'Union soviétique, il réclamait pour le régime issu de la révolution de 1917 transparence (glasnost) et restructuration (perestroïka). Dans cet esprit, les réformateurs ont fait campagne pour la fin de la toute-puissance du dogme religieux, l'établissement d'un Etat de droit, le multipartisme, la liberté d'opinion, le droit des intellectuels et des créateurs à la critique, l'élargissement de l'accès des femmes aux postes de responsabilité. Ils ont pu s'exprimer, non sans risques, dans les centaines de nouveaux journaux et magazines qui témoignent d'une effervescence intellectuelle et d'un foisonnement créateur formidables. Un affrontement entre les deux camps ne peut être exclu.

Depuis trois ans, des violences ponctuelles ont contribué à alourdir le climat électoral à tel point que le pouvoir judiciaire, détenu par les conservateurs, se manifeste pour museler les partenaires du président. L'apprentissage de la démocratie semble prendre tout le monde de vitesse. Le prochain rendez-vous électoral, la présidentielle de 2001, constituera un nouveau temps de respiration démocratique qui pourrait être décisif quant à l'avenir du régime. Les rapports de force nécessaires à l'apprentissage de la démocratie existent et doivent être contrôlés dans la décennie à venir pour tenir toutes leurs promesses.

## TROISIEME PARTIE : LA GRANDE PUISSANCE REGIONALE

L'Iran doit composer avec un environnement tourmenté. Depuis 1979, l'Iran mène une politique régionale originale, où l'Islam chiite prend toute sa spécificité.

### 1 Une ambition internationale raisonnable

#### 1.1 Vers un nouveau consensus Etats-Unis - Iran

Le seul point de divergence actuel, au sommet du pouvoir en Iran, est le rapprochement éventuel avec les Américains. Depuis la victoire des réformateurs, les Etats-Unis tentent d'établir des relations directes avec la République Islamique d'Iran. Ce changement d'attitude peut être interprété comme le résultat du mouvement de démocratisation en cours et de la nouvelle donne dans le " Centre du monde ". Madame Madeleine Albright a reconnu «le rôle significatif joué par les Etats-Unis dans le renversement du Premier Ministre iranien Mohamed Mossadegh en 1953 » et « le soutien des Etats-Unis et de l'occident au régime du Chah. » Même dans les années récentes, certains aspects de la politique américaine à l'égard de l'Irak étaient de courte vue «mais visaient à contenir la révolution islamique jugée à l'époque par Washington comme menace principale à la sécurité des monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique. »

La récente décision de Washington de suspendre toute poursuite contre les sociétés Total (France), Gazprom (Russie) et Petronas (Malaisie), qui ont signé avec l'Iran un accord de développement d'un important champ gazier, marque un retournement de la politique américaine. Adopté par le Congrès américain en 1996, l'Iran-Libya Sanctions Act (Ilsa) a soulevé une opposition résolue dans le monde entier, notamment en Europe. Ce texte permet en effet à la Maison Blanche de prendre des sanctions contre des sociétés étrangères qui investiraient plus de 20 millions de dollars par an dans le secteur énergétique libyen ou iranien. En renonçant, l'administration du président William Clinton a voulu faire un geste en direction du chef de l'Etat iranien. En retour, le président Khatami a appelé à un « dialogue de civilisations »<sup>14</sup>, en faisant allusion au livre de Samuel Huntington, *le Choc des civilisations*. « Nous sommes encouragés par les changements à Téhéran,

---

<sup>14</sup> entretien accordé à CNN, le 9 janvier 1998.

explique un officiel américain. Nous espérons que le dialogue de civilisations se transformera en un dialogue de gouvernement à gouvernement. M. Khatami est la meilleure chance que les Etats-Unis aient eue depuis longtemps. »

Pour M. David Mack, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires proche-orientales entre 1990 et 1993, les Etats-Unis doivent faire preuve de modestie. « Nous ne savons pas grand-chose de ce qui se passe à Téhéran. » « Nous ne devons pas surestimer nos possibilités de peser sur la situation intérieure, surenchérit un haut responsable du département d'Etat. » La stratégie du " double containment " <sup>15</sup> visait l'isolement de l'Iran et de l'Irak par la présence militaire américaine. Elle semble aujourd'hui en partie contestée. <sup>16</sup> La nouvelle stratégie américaine repose sur un partenariat constructif avec l'Iran.

Mme Albright a précisé " le nombre croissant des domaines d'intérêts communs " :

1. Participer à " l'avenir de la stabilité dans le Golfe " ;
2. " Empêcher d'autres agressions irakiennes " ;
3. " Etre préoccupé par l'exportation de la drogue provenant d'Afghanistan " ;
4. " Encourager des relations stables entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan " .

On constate que les Etats-Unis reconnaissent à l'Iran un rôle dans la stabilité du Golfe arabo-persique ainsi que dans le Caucase, même si plusieurs obstacles demeurent. Au Congrès américain, des élus se mobilisent contre toute levée des sanctions. Mais, comme l'explique M. Robert Satlof, directeur du Washington Institute for Near East Policy, proche du lobby pro-israélien, "la poursuite des sanctions ne doit pas empêcher un dialogue engagé". L'implication supposée de Téhéran dans l'attentat contre des soldats américains à Khobar en Arabie saoudite, en juin 1996, pourraient bien faire dérailler le rapprochement. Mais tous ces faits ont eu lieu avant l'arrivée de Khatami à la tête de l'Etat . De plus, on ne peut sous-estimer les gestes faits, à travers les échanges de délégations. Mme Albright, le 17 mars 2000, a annoncé un assouplissement des sanctions économiques sur les tapis et les pistaches, et le souhait des Etats-Unis de régler la question des avoirs iraniens gelés. Les relations sont encore très tendues et ambiguës.

## 1.2 Un axe géopolitique Téhéran-Moscou

---

<sup>15</sup> Elaborée par Martin Indyck en 1993.

<sup>16</sup> MM. Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft ainsi que M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient entre 1983 et 1989, signaient, dès le printemps 1997, un demande intitulé « Differentiated Containment » pour en finir avec ces sanctions.

Les intérêts russo-iraniens très étroits s'opposent au projet des oléoducs turco-américains, visant à les contourner ainsi qu'à la talibanisation de l'Asie centrale. Les russes s'étonnent des critiques américaines vis à vis de leur contribution au programme nucléaire civil iranien. « Nous aidons à la construction de centrales nucléaires à Busher, explique patiemment M. Viktor Passouvalioug, vice-ministre des affaires étrangères, et ces sites sont sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).»

De plus, la Russie nie toute aide au programme balistique iranien, même si on concède l'existence de trafics clandestins. Dans les faits, le sujet brûlant qui place l'Iran au centre des divergences entre la Russie et les Etats-Unis est l'enjeu du pétrole et du gaz ainsi que son transport à travers le bassin Caspien. L'apparition de nouveaux Etats riverains a entraîné une réévaluation des réserves d'hydrocarbures dans cette région. Elle devient aujourd'hui un élément déterminant des recompositions en cours de l'espace post-soviétique. Quant aux modalités du désenclavement, c'est-à-dire au tracé des futurs oléoducs, elles détermineront dans une large mesure sa configuration géopolitique (annexe1).

Au-delà des échanges économiques, encore limités à 550 millions de dollars d'échanges commerciaux en 1997, les deux pays ont développé des relations stratégiques étroites. La Russie fournit du matériel militaire de pointe, notamment des avions. De plus, une forte convergence s'affirme à travers une opposition aux talibans en Afghanistan, une volonté de trouver un compromis entre l'opposition et le pouvoir au Tadjikistan et un soutien discret à l'Arménie dans son conflit avec l'Azerbaïdjan.

Lors de la visite de M. Kamal Kharazi, ministre iranien des affaires étrangères, en Russie du 23 au 27 février 1998, M. Evgueni Primakov a expliqué que son pays honorerait tous les contrats d'armement déjà signés, mais qu'il fallait faire une « pause » avant de négocier de nouveaux accords. D'autre part, en novembre 1997, elle a expulsé un ressortissant iranien qui tentait d'acquérir de la technologie relative aux missiles.

Le Congrès américain a réagi et les deux chambres ont adopté des propositions de sanctions avec la promulgation, en mars 2000, de l'Iran Non Proliferation Act, à portée extraterritoriale, visant à entraver la coopération nucléaire russo-iranienne. Des contrats de ventes de missiles balistiques S300 (SA10), d'une portée de 200 kilomètres seraient en cours de signature<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Defense news du 12 mars 2001.

### 1.3 L'Europe et l'Iran ont des intérêts communs

La « Route de la soie du XXI<sup>e</sup> siècle » est le surnom du projet de corridor eurasiatique lancé par l'Union européenne, avec le soutien des Etats-Unis, au sud de la Russie. Les réseaux routiers et ferroviaires, ports, oléoducs et couloir aérien, sous couvert de désenclaver les Etats nouvellement indépendants de la région, doivent les ouvrir au monde par des routes évitant la Russie et l'Iran (annexe 1/ les projets oléoducs).

L'axe transcaucasien renforcerait le rôle charnière du principal allié des Etats-Unis dans la région, la Turquie. Européens et Américains entendent bien profiter de la faiblesse russe pour tenter un rééquilibrage géopolitique en profondeur. Comme l'affirme, non sans cynisme, M.Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président James Carter, « il faut affaiblir la Russie, mais... pour son bien, en renforçant la souveraineté des nouveaux Etats indépendants.» Un oléoduc balkanique évitant le Bosphore vise à désenclaver la rive orientale de la Caspienne via l'Iran. Un tel revirement n'aurait-il pas quelques avantages ? Après tout, la voie iranienne est la plus courte vers le terminal turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, et la participation d'entreprises américaines permettrait sans doute d'éviter un rapprochement, redouté par Washington, entre la Russie, l'Iran et l'Arménie devenue un partenaire privilégié de Téhéran depuis le blocus du Karabakh.

Une certaine concurrence s'installe même entre les USA et l'Union Européenne, dont le président Khatami espère bien profiter pour sortir son pays de la mauvaise passe économique et financière qu'il traverse. En œuvrant pour un développement de ses relations avec l'Union européenne, l'Iran pourra atténuer encore son isolement international, miser sur une puissance économique et politique elle-même désireuse de contrebalancer l'influence américaine.

Les turbulences dans les relations irano-européennes ont été nombreuses. En Europe, la république islamique reste encore perçue avec méfiance. Les droits de l'homme, le terrorisme, le rôle de l'Iran au Liban et son hostilité au processus de paix, sont autant de sujets de divergences <sup>18</sup>.

L'Allemagne, avec l'attentat commis à Berlin par les services iraniens contre des réfugiés kurdes et avec le sort réservé à son ressortissant, M. Hofer, retenu longtemps prisonnier en Iran reste sur sa réserve. La Grande-Bretagne, menacée lors de la Fatwa lancée contre l'écrivain Salman Rushdie, avaient de fortes raisons de tenir un discours de

---

<sup>18</sup> rapport de février 1999 de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme Fidh , accessible sur le site internet <http://www.fidh.imagnet.fr/rapports/r274.htm>.

fermeté, que l'Union européenne suivit, en rappelant, pendant quelques mois, tous ses ambassadeurs en Iran. La France, cinquième fournisseur et quatrième client se présente comme le médiateur potentiel pour renouer de solides relations. L'évolution politique récente en Iran et l'influence accrue des réformateurs devraient favoriser un rapprochement prudent mais réel. L'Europe ne peut se désintéresser d'un pays qui fournit nombre de ses membres en hydrocarbures, qui constitue un marché potentiel considérable et dont l'isolement international se révèle finalement plus lourd de danger que son insertion progressive dans des cadres économiques ou politiques.

L'Europe ne devra pas s'arrêter devant la composante islamique de cette démocratie sous prétexte d'« intégrisme démocratique », ni s'effrayer des soubresauts inévitables. Elle doit, au contraire, par des relations commerciales et culturelles accrues, réinsérer l'Iran dans le jeu mondial. Tous les pays européens ont d'ailleurs désormais procédé à la normalisation de leurs relations avec Téhéran et les visites bilatérales au niveau ministériel se développent. Un dialogue institutionnel constructif a succédé aux critiques initiales qui ont eues certes le mérite de placer l'Iran face à ses responsabilités internationales. Concrètement, des groupes de travail sont créés dans le cadre de rencontres régulières au niveau des hauts fonctionnaires. Ce dialogue institutionnel, s'il pouvait progressivement être élevé au niveau ministériel, souhaité par les iraniens et plusieurs partenaires européens, serait de nature à accompagner et encourager l'évolution du pays. Même si c'est davantage vers les pays du sud de l'ex-URSS que le regard de Téhéran se concentre aujourd'hui, il est de l'intérêt de l'Europe, voisine de nombreux pays islamiques, de contribuer à ce que des régimes démocratiques s'y développent. L'axe « démocratique » Europe- Turquie- Iran peut devenir un gage de stabilité dans les années à venir dans cette région où l'Islam chiite iranien a son mot à dire.

## 2 Un rôle géopolitique régional incontournable

L'Iran présente cette particularité d'être entouré par quinze Etats dont beaucoup ont été, ou demeurent, confrontés à des crises intérieures ou à des conflits de voisinage. Chacune de ses frontières connaît le chaos : Azerbaïdjan, Kurdistan, Irak, Afghanistan. La révolution islamique et la disparition du bloc soviétique, la guerre du Golfe et le processus de paix du Proche-Orient plus près de nous, ont fondamentalement troublé le contexte régional. Tirant les enseignements du passé, l'Iran a toujours perçu sa position géopolitique sous le mode obsidional, conforme à l'approche chiite. Dans ce cadre, l'Iran, s'appuyant sur un Islam chiite, peut-il apparaître comme un pôle de stabilité et de puissance?

Vis à vis de la communauté musulmane, l'Iran semble avoir changé ses objectifs. La révolution de 1979 était trop marquée par sa dimension chiite et persane pour être exportable. La volonté de devenir le leader d'un Islam moderne et militant, opposé au conservatisme des monarchies du golfe Persique, n'a vraiment été mise en œuvre qu'au Liban par le biais du Hezbollah. Constatant cet échec, Téhéran a sensiblement modifié sa politique vis à vis des pays arabes, majoritairement sunnites, en adoptant une ligne plus conciliante depuis 1995. Ainsi, l'Iran a tenu une position très modérée pendant la guerre du Golfe, ce qui lui a permis de resserrer ses relations avec les monarchies arabes.

### 2.1 Le Caucase et l'Asie centrale en ligne de mire <sup>19</sup>

L'Iran veut devenir un interlocuteur essentiel de la politique régionale du Caucase et de l'Asie centrale. L'évolution récente des relations avec ses voisins est influencée par des considérations religieuses, parfois contradictoires au premier abord ou tout du moins mal compris par les occidentaux :

- les Azéris chiites sont turcophones, mais des Tadjiks sont sunnites et iranophones;
- les Arméniens chrétiens ont toujours été protégés en Iran ;
- dans une confrontation locale, Azerbaïdjan ,Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan pourraient être des alliés ou des adversaires au service des Etats-Unis ;
- les enjeux pétroliers et religieux font aussi de l'Afghanistan, un théâtre d'opération de première importance pour la république iranienne, qui cherche ici à contrecarrer l'influence du Pakistan au sein des Talibans, principal allié des Etats-Unis en Asie centrale.

---

<sup>19</sup> voir la carte de la région en annexe1.

Le développement de relations économiques entre l'Iran et les nouvelles républiques d'Asie centrale permet à l'Iran de sortir de la gestion étatique de la rente pétrolière. Cependant, les échanges restent encore faibles en raison du manque de complémentarité d'économies en voie de développement et du rythme inégal des politiques de libéralisation. La région est le lieu de nouvelles relations bilatérales plutôt que le théâtre d'un nouveau " grand jeu " des puissances.

L'empreinte de l'Islam en Asie centrale est inégale, profonde chez les Ouzbeks et les Tadjiks, superficielle chez les Kazakhs, Kirghizs et Turkmènes qui n'ont pas de véritable tradition musulmane. L'Islam peut devenir la matrice d'un renouveau identitaire, de portée culturelle. Pour cette même raison, malgré l'aide de plusieurs Etats musulmans, on est loin d'un véritable panislamisme, même si la religion pourrait être instrumentalisée par le pouvoir. Les conflits du Caucase présentent désormais un potentiel de déstabilisation de leurs propres frontières. Les provinces frontalières du Nord-Ouest iranien, en majorité azéries, sont généralement assez calmes. L'Iran est également menacé par une « crise de réfugiés », faisant suite aux victoires arméniennes en 1993-1994. Le conflit du Karabakh a engendré des violations de frontières et des affrontements violents en 1990 et en 1993 sur son propre territoire. La stabilité régionale est donc une préoccupation majeure pour l'Iran.

Depuis 10 ans, on constate un engagement régional réel de l'Iran, avec en 1992 l'élargissement de l'Organisation de Coopération Economique (ECO), qui réunit aujourd'hui 10 membres et dont le siège est installé à Téhéran. Il inclut désormais l'Afghanistan, les cinq républiques de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan. Téhéran considère le Caucase et l'Asie centrale comme faisant partie d'une sphère culturelle perse millénaire, dont les liens pourraient être rétablis après un intermède de domination russo-soviétique de deux siècles. L'Iran a invité les États musulmans du Caucase et de l'Asie centrale à rejoindre l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Depuis 1994, l'Iran a adopté une politique caucasienne pragmatique axée sur la sécurité nationale, les intérêts économiques et la promotion de l'internationalisme islamique. Concrètement, l'Iran met l'accent sur la résolution des conflits, la promotion de la stabilité régionale, la prévention de toute menace à sa stabilité interne. Regardons dans les faits le jeu des différentes alliances.

Téhéran a reconnu que ses intérêts culturels ont rencontré peu d'échos dans les États caucasiens, même dans l'Azerbaïdjan musulman. En fait, l'Iran n'est pas intéressé à voir se développer un État azerbaïdjanais fort et prospère. Même si les 25% d'iraniens

d'origine azérie sont bien intégrés dans la société, la «question azérie» est toujours considérée comme une menace potentielle à l'intégrité territoriale.

De leur côté, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, les deux Etats les plus importants de la région, se sont, au grand regret de l'Iran, tournés vers l'Occident.

De même, sa frontière orientale commune sur 1000 kms avec l'Afghanistan est une source de préoccupations. Les Talibans, ennemis résolus des Chiites, constituent la menace régionale principale pour Téhéran. Les efforts indirects de conciliation de l'Iran se sont soldés par un échec et l'assassinat de huit diplomates iraniens par les Talibans a conduit l'Iran au bord d'un conflit ouvert avec Kaboul, que Téhéran n'aurait d'ailleurs guère été en mesure de soutenir militairement. Outre que l'Iran accueille près de deux millions de réfugiés afghans, la frontière est le lieu d'un trafic de drogue massif qui donne lieu sur place à une mini-guerre entre les trafiquants et les policiers iraniens qui y perdent en moyenne un homme tous les trois jours. Face à cette menace et aux risques d'extension du " talibanisme " au Daghestan ou en Tchétchénie, l'Iran a été conduit à adopter une attitude plus ouverte à l'égard du Pakistan, qui pourrait servir de médiateur pour apaiser la situation.

Ces réticences ne laissent guère comme point d'appui à la diplomatie iranienne que l'Arménie et le Tadjikistan, où elle estime pouvoir faire jeu égal avec l'influence russe.

Les relations irano-arménienne se sont développées depuis 1995, lorsque ces deux pays ont signé un certain nombre d'accords de coopération économique. L'Iran a signé en particulier un accord sur l'approvisionnement de l'Arménie en électricité et en gaz naturel pour une période de vingt ans. La signature de plusieurs accords de coopération irano-russes au même moment permet d'envisager un axe « Téhéran - Moscou – Erevan ». Cette volonté iranienne de partager avec la Russie l'influence dans la région, n'a cependant pas donné les résultats espérés. Dans le conflit du Nagorno-Karabakh, qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'Iran, qui se proposait comme médiateur, a été considéré par Bakou comme trop favorable aux positions de l'Arménie.

La Géorgie peut devenir un partenaire important pour l'Iran si elle exploite certains de ses atouts :

- les ports de la mer Noire et les possibilités de communication terrestre avec la Russie ;
- la population azérie musulmane chiite de l'Est de la Géorgie, forte de 250 000 personnes pourrait renforcer son importance culturelle.

Au bilan, on peut considérer que le rôle joué par l'Iran pour l'adhésion des États musulmans du Caucase et de l'Asie centrale à l'OCI rappelle sa place tenue dans cette région par le passé et témoigne de son influence politique importante ainsi que de son

rayonnement culturel. Depuis l'éclatement de l'URSS, Téhéran a ouvert des ambassades dans toutes les nouvelles républiques et leurs échanges commerciaux se sont considérablement développés. L'Iran évolue sur la question sensible du partage des ressources de la Caspienne dans le sens de la conciliation. Durant une longue période, ce pays, se fondant sur les traités irano-soviétiques conclus en 1921 et 1940, a estimé que, même après l'éclatement de l'URSS, tout nouveau statut pour la mer Caspienne ne pouvait résulter que d'un accord des Etats côtiers, permettant une répartition entre les Etats riverains proportionnelle à la longueur respective de leurs côtes. Face à l'intransigeance des autres pays concernés, l'Iran a été conduit à assouplir sa position. Lors du sommet de l'Organisation de la Coopération Economique (ECO), tenu à Téhéran le 12 juin 2000, l'Iran s'est déclaré prêt à adhérer au " partage équitable des ressources naturelles et énergétiques " de la mer Caspienne. Il a également souhaité que l'Organisation de coopération de la Caspienne, créée après l'éclatement de l'URSS entre les cinq nations riveraines, soit réactivée pour définir les modalités juridiques d'un partage des ressources. Cette problématique devra être solutionnée sous peine d'embrasement.

Les relations Iran-Turquie sont bien évidemment au centre du débat géopolitique de cette région et l'expansion de l'ECO peut être située dans le contexte d'une compétition de lutte d'influence entre l'Iran et la Turquie. Par contraste avec la Turquie, l'Iran se présente comme un modèle islamique de développement social et culturel, tourné vers les États du Tiers-monde, particulièrement les États musulmans. Il se présente également comme un modèle économique qui rejette la domination du «système capitaliste mondial» et accorde une priorité au rôle de l'État et aux acteurs sociaux. Les tensions créées par les intérêts communs des deux pays ont influencé leur politique caucasienne au cours de la dernière décennie. Leur politique suit toutefois un parcours étrangement semblable depuis 1990.

De la fin de 1991 jusqu'en 1993, la Turquie et l'Iran ont été impliqués dans une brève compétition pour assurer leur influence au Caucase et en Asie centrale, une période que l'on peut caractériser de période d'euphorie. La Turquie, forte de l'appui des États-Unis, poussait les NEI<sup>20</sup> d'ascendance turque à adopter son modèle de développement, tandis que l'Iran, sonnant l'alarme d'une nouvelle domination américaine, promouvait le sien. Cette compétition était basée sur l'idée que le démembrement de l'URSS serait suivie d'un vide de pouvoir dans la région caucasienne qui ne demandait qu'à être comblé. N'ayant pas réussi à faire adopter leurs projets d'organisation politique et économique dans

---

<sup>20</sup> NEI : Nouveaux Etats indépendants.

la région, la Turquie et l'Iran doivent revenir à un certain réalisme politique et ramener leur rivalité à une simple concurrence économique.

L'Iran, dans cette région sensible, se heurte donc à une équation diplomatique qui ne joue pas en sa faveur. Les pays sous influence russe ne souhaitent pas se tourner vers un Iran jugé encore imprévisible. D'autres, ceux qui entendent se distancier de Moscou, marquent une nette préférence pour les puissances occidentales et, en particulier, les États-Unis. Ceux-ci parviennent d'ailleurs à endiguer tout progrès diplomatique, voire économique de l'Iran, notamment à travers la gestion des richesses de la Caspienne, qui demeure un enjeu régional majeur. Nous pouvons retenir que l'accession des États du Caucase du sud à l'indépendance a poussé l'Iran à formuler, un peu dans la précipitation et dans le désordre, sa politique transcaucasienne. Tout semble indiquer que cette tendance iranienne au Caucase se poursuivra et mènera au renforcement de leurs relations avec les États caucasiens.

## 2.2 Le gendarme du Golfe « arabo-persique » ?

Au cours du 19<sup>ème</sup> siècle et malgré le protectorat britannique sur l'ensemble du golfe, Téhéran n'hésitait pas à déclarer que le golfe " Persique " appartenait à la Perse avec toutes ses îles sans exception aucune. Un siècle plus tard, l'attitude de l'Iran devint agressive lorsque l'Angleterre annonça son intention de se retirer du golfe. La revendication de l'Iran sur Bahreïn se fit alors pressante. Il faudra l'intervention de l'ONU et un vote à la majorité des quinze du conseil de sécurité pour que l'épreuve de force soit évitée et que la principauté de Bahreïn accède finalement à l'indépendance. Trois jours avant la proclamation de l'indépendance des Emirats Arabes unis (E.A.U.), un contingent de parachutistes iraniens occupa les îles d'Abou moussa, de la Grande et de la Petite Tomb. Ces îles qui commandent l'accès au détroit d'Ormuz devaient être rattachées à l'Emirat de Sharjah lui-même membre de la fédération des E.A.U.

Ces trois faits tirés d'un passé récent montrent l'étonnante continuité des ambitions iraniennes dans le golfe, majoritairement chiite. L'Iran n'a jamais abandonné ses prétentions hégémoniques et se retrouve aujourd'hui comme jamais auparavant en position d'imposer une suprématie régionale.

Nous assistons, avec la diplomatie de M. Khatami, à une consolidation des liens avec les pays du Golfe. Le rapprochement le plus spectaculaire concerne l'Arabie Saoudite. En effet, depuis le sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) de 1997, organisé par l'Iran, les échanges se sont multipliés et ont été couronnés par la visite du président iranien à Ryad, en mai 1999. Une meilleure entente, pour la gestion des quotas au sein de l'OPEP, se dessine même si les résultats de la réunion de mars 2000 ne sont pas probants.

Ce mouvement s'étend à d'autres pays du Golfe. Au-delà du Koweït, d'Oman ou du Qatar, avec lesquels l'Iran avait conservé de bonnes relations, Téhéran a progressivement normalisé ses liens avec Bahreïn et, plus récemment avec les Emirats Arabes Unis, qui ont ouvert une représentation diplomatique dans la capitale iranienne.

Malgré ces démarches conciliantes, l'Iran continue d'être perçu avec suspicion dans la région. Bien qu'ayant présidé l'Organisation de la Conférence Islamique, elle n'a pu obtenir le poste de secrétaire général de l'OPEP. Les marges de manœuvre de l'Iran ont été circonscrites dans le cadre d'une organisation dont l'Arabie saoudite demeure le principal bailleur de fonds. Enfin, contrairement aux vœux constants de Téhéran, les pays du Golfe hésitent encore à lui donner le rôle dévolu aux Etats-Unis en matière de sécurité régionale.

Pourtant, l'Iran apparaît comme la puissante émergente de la région. En vingt ans le pays est passé du traumatisme de la guerre civile à la stabilité d'une république islamique crédible à l'extérieur. Le premier cercle de la diplomatie iranienne englobe les pays du golfe et l'Irak. Le triomphe de la coalition contre l'Irak a permis un retour aux frontières préexistantes sur les rives du chatt-el-arab. L'Iran apparaît comme le grand bénéficiaire du conflit koweïtien de 1991. Le succès du sommet de l'OCI de 1997 démontre d'autre part que Téhéran a su sortir de son isolement pour exercer à nouveau un leadership régional. Profitant du blocage du processus de paix, l'Iran attire dans sa sphère d'influence les mécontents de la toute-puissante diplomatie américaine accusée d'un soutien exclusif à Israël.

Dubaï, avec son importante diaspora iranienne est au centre du commerce des biens de consommation avec l'Iran. 40% des biens importés par Dubaï sont réexportés vers l'Iran, en grande partie clandestinement. Les produits américains transitent par Dubaï pour contourner l'embargo et s'approvisionner les marchands du bazar de Téhéran.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> Fariba Adelkhah, *Le retour de Sinbad – l'Iran dans le golfe*, CERI (Cahiers d'Etudes et de Recherches Internationales), n°53 – mai 1999

L'Iran est donc aujourd'hui moins dépendant que jamais de ses voisins du golfe. Grâce à une diplomatie active et diversifiée, elle a su échapper à l'enfermement idéologique que semblaient vouloir lui imposer les mollahs. Elle bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle. Son immense fenêtre sur le golfe et la mer d'Oman lui permet de contrôler cette mer intérieure et l'accès à la route du pétrole. Ses efforts récents d'acquisition de matériel militaire et plus particulièrement maritimes témoignent de prétentions hégémoniques inchangées. Enfin, place nodale entre l'est européen et l'Asie, elle entend entrer dans nouveau millénaire comme la puissance dominante de la zone arabe. Le golfe est résolument devenu Persique.

### 2.3 L'Iran et le processus de paix au Proche Orient

Les relations de l'Iran avec les pays arabes de la région proche orientale ne peuvent se comprendre qu'à travers le prisme du conflit israélo-arabe. Téhéran estime, depuis longtemps, que les évolutions du processus de paix n'ont pour objectif que de tromper les Palestiniens. La politique de détente, d'ouverture et d'apaisement, conduite sur le plan international par le Président Khatami se heurte, dans ce cadre, à un véritable dogme, qui constitue l'un des piliers idéologiques du régime.

Enjeu interne, puisque l'antisionisme constitue, pour le Guide de la Révolution, un " domaine réservé " où s'exerce au détriment du Président de la République son autorité théocratique. La population iranienne, dans sa majorité, perçoit l'attitude officielle à l'égard du processus de paix comme contribuant à marginaliser l'Iran. Elle redoute un effet négatif sur l'amélioration de l'image de l'Iran dans le monde et son ouverture sur l'extérieur.

Enjeu externe surtout, puisque l'attitude iranienne traditionnelle à l'égard de ce dossier repose sur une alliance stratégique avec la Syrie et le soutien aux mouvements islamistes radicaux. La première, fondée sur une hostilité commune à Israël, risque de perdre sa substance si Damas continue de négocier avec Jérusalem sur les différends, notamment frontaliers. Ensuite, dans l'hypothèse où un accord serait conclu, l'Iran ne disposerait plus de la même marge d'influence au Liban et serait conduit à revoir son soutien militaire au Hezbollah, qui tend d'ailleurs, depuis plusieurs années, à devenir plus indépendant de Téhéran. La reconnaissance du processus de paix aboutirait, de facto, à admettre l'existence d'Israël, ce qui équivaudrait au reniement total de l'un des principes fondateurs du régime iranien. Or, l'intransigeance iranienne a contribué à le mettre en délicatesse avec des Etats arabes, comme l'Egypte dont il souhaite se rapprocher. Le

maintien d'une ligne dure contribue à entretenir le statut d'Etat paria dont les conséquences sont lourdement négatives pour l'Iran. Les Etats-Unis évaluent leurs éventuelles ouvertures à l'égard de Téhéran à l'aune de sa position sur le processus de paix. L'Iran est donc placé devant une délicate alternative ; s'adapter, en reniant l'un des principes de base de la révolution islamique ou se marginaliser, en risquant de s'isoler diplomatiquement et de se bloquer toute perspective économique.

Cela étant, par-delà un discours officiel qui continue de considérer Israël comme l'ennemi principal, une certaine modération se fait jour. Certains responsables iraniens prennent progressivement acte des évolutions en cours. J'ai pu vérifier les dires d'un français d'origine libanaise, qui me confiait que la communauté juive, forte de près de 300000 âmes, vivant en Iran était parfaitement intégrée dans les grandes villes. Un reportage télévisé de décembre 2000, montrait très bien la promiscuité qui existait entre les communautés juives et musulmanes dans les grandes villes. Il reste que l'évolution de l'Iran sur cette question conditionne, pour une large part, l'avenir de la région du Proche-Orient.

En août 1999, le général Amos Gilad, chef du renseignement militaire israélien, confirmait que la plus grande menace pour Israël ne viendrait pas d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ni d'une attaque surprise de la Syrie à travers le plateau du Golan, mais de la possession d'armes nucléaires par les dirigeants de Bagdad et de Téhéran. « L'Iran du président Khatami est un pays avec beaucoup plus de nuance et beaucoup plus de complexité que ce que nous avons été habitués à connaître. En raison des changements positifs intervenus en Iran, il est nécessaire de modifier notre perception à son égard. » On n'en est pas là. L'Iran a renforcé son potentiel de dissuasion contre Israël en fournissant au Hezbollah, en février 2000, des missiles sol-sol Al Fajr 3 et 5, entreposés au Liban, vraisemblablement dans la Bekaa, sous contrôle iranien ou syrien. Selon des sources militaires israéliennes, ces missiles, d'une portée de 70 kilomètres, peuvent atteindre tout le nord d'Israël. Ils représentent un changement dans l'équation stratégique régionale et reflètent, non seulement une politique iranienne d'affirmation de la pérennité de ses intérêts au Liban, mais aussi la tentative de créer une dissuasion stratégique contre les attaques israéliennes sur l'Iran (annexe 3).

M. Barak, qui ne qualifie plus l'Iran d'« ennemi » mais de « menace », pense que les iraniens ne sont pas encore prêts à reconsidérer leurs relations avec Israël. « Aussi longtemps que l'Iran continue à se doter d'armes nucléaires et non conventionnelles, il n'y a pas lieu de changer de politique », faisait remarquer son porte-parole après le discours de M. Beilin.

## CONCLUSION

On se représente l'Iran comme un empire des Mille et une nuits qu'une révolution religieuse aurait fait sombrer dans le Moyen-âge. En fait, ce pays a toujours eu soif d'indépendance et sa civilisation plusieurs fois millénaire a sans cesse joué un rôle moteur, bien au-delà de ses frontières.

Nourries d'égalitarisme, de tiers-mondisme, d'antisionisme et d'antiaméricanisme, les idées universalistes de l'Islam iranien s'étaient répandues, après 1979, à travers tout le monde musulman. L'Iran aspirait ainsi à devenir le chef de file d'un Islam chiite moderne et politique. Ce projet a échoué. Loin d'exercer un panchiisme, l'Iran d'aujourd'hui recentre sa sphère d'influence sur une région géopolitique tourmentée et se pose en puissance régionale de premier plan avec ses grandes villes, son activisme politique et sa richesse pétrolière, sans oublier la culture persane, dominant un espace allant du Caucase à l'Inde.

Tout au long du XXe siècle, l'Iran a surmonté tant bien que mal de nombreuses crises, qui, paradoxalement, lui ont permis de se construire une nouvelle identité. Les réformateurs entrent en scène pour épauler les forces vivantes de la société civile, femmes, jeunes, écrivains et artistes. La société poursuit sa maturation en profondeur en enterrant lentement la révolution islamique. Le calendrier démocratique existe et verra en juin 2001 l'élection du nouveau président dans un climat de vives tensions caractéristiques des jeunes démocraties et propices aux bouleversements.

Sa situation géopolitique est caractérisée par son avènement en tant que «gendarme du Golfe Persique». Entre une reprise des relations irano-américaines difficile et le "dialogue critique" avec l'Union Européenne, l'Iran semble privilégier une axe Moscou Téhéran.

Le facteur de leader chiite lui permet de jouer un rôle de puissance régionale incontournable où les rapports de force entre chiites et sunnites constituent un enjeu essentiel.

Après avoir tenter d'exporter sa révolution chiite, l'Iran présente aujourd'hui à la communauté internationale une image de responsabilité et d'apaisement, fondée sur le "dialogue des civilisations" prôné par le Président Khatami. Sa politique extérieure est déterminée par une approche consensuelle, comme le montrent le rapprochement avec l'Arabie saoudite et la fin des attentats idéologiques. Le chiisme renforce les positions

d'Etat-nation iranien comme acteur régional, et l'existence d'un sanctuaire duodécimain s'inscrit dans une volonté de conversion au chiisme du monde islamique.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages :

Olivier Roy, *L'échec de l'Islam politique*, p.222, col. Esprit/ Seuil, oct 1992

Yann Richard, *Le shi'isme en Iran*, Paris, Jean Maisonneuve, 1980

Gilles Kepel, *Jihad , expansion et déclin de l'Islamisme*, Gallimard, avril 2000

Farhad Khosrokhavar , *L'utopie sacrifiée* , Sociologie de la révolution iranienne, préfacé par Rémy Leveau, Paris, FNSP, 1993.

François THUAL , *Géopolitique du chiisme*, Arléa, sept.1995

Fariba ADELKAH, Jean-François BAYART, Olivier ROY *Thermidor en Iran* , Bruxelles, Complexe, 1993.

Farhad Khosrokhavar et Olivier Roy, *Iran : comment sortir d'une révolution religieuse* . , Seuil, Paris, 1999.

Farhad Khosrokhavar, " Le Pur et l'Impur " in *Peuples Méditerranéens*, n° 50, 1990 ; " " Le martyre révolutionnaire en Iran " in *Social Compass*, vol. 43, n° 1, mars 1996.

### Etudes :

Fariba Adelkhah, *Le retour de Sinbad –l'Iran dans le golfe* ,CERI( Cahiers d'Etudes et de Recherches Internationales) ,n°53 –mai 1999

Thèse de Marie LADIER-FOULADI (EHESS), décembre 1999.

*Population, société et politique en Iran, de la monarchie à la République Islamique.*

### Quelques sites internet utiles :

[www.hri.ca/fortherecord1997/bilan1997/vol3/iran.htm](http://www.hri.ca/fortherecord1997/bilan1997/vol3/iran.htm) : rapport de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Bilan 1997.

[www.fidh.imagnet.fr/rapports/r274.htm](http://www.fidh.imagnet.fr/rapports/r274.htm) : rapport de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme Fidh, de février 1999.

# **ANNEXES**

## Annexe 1 Les cartes

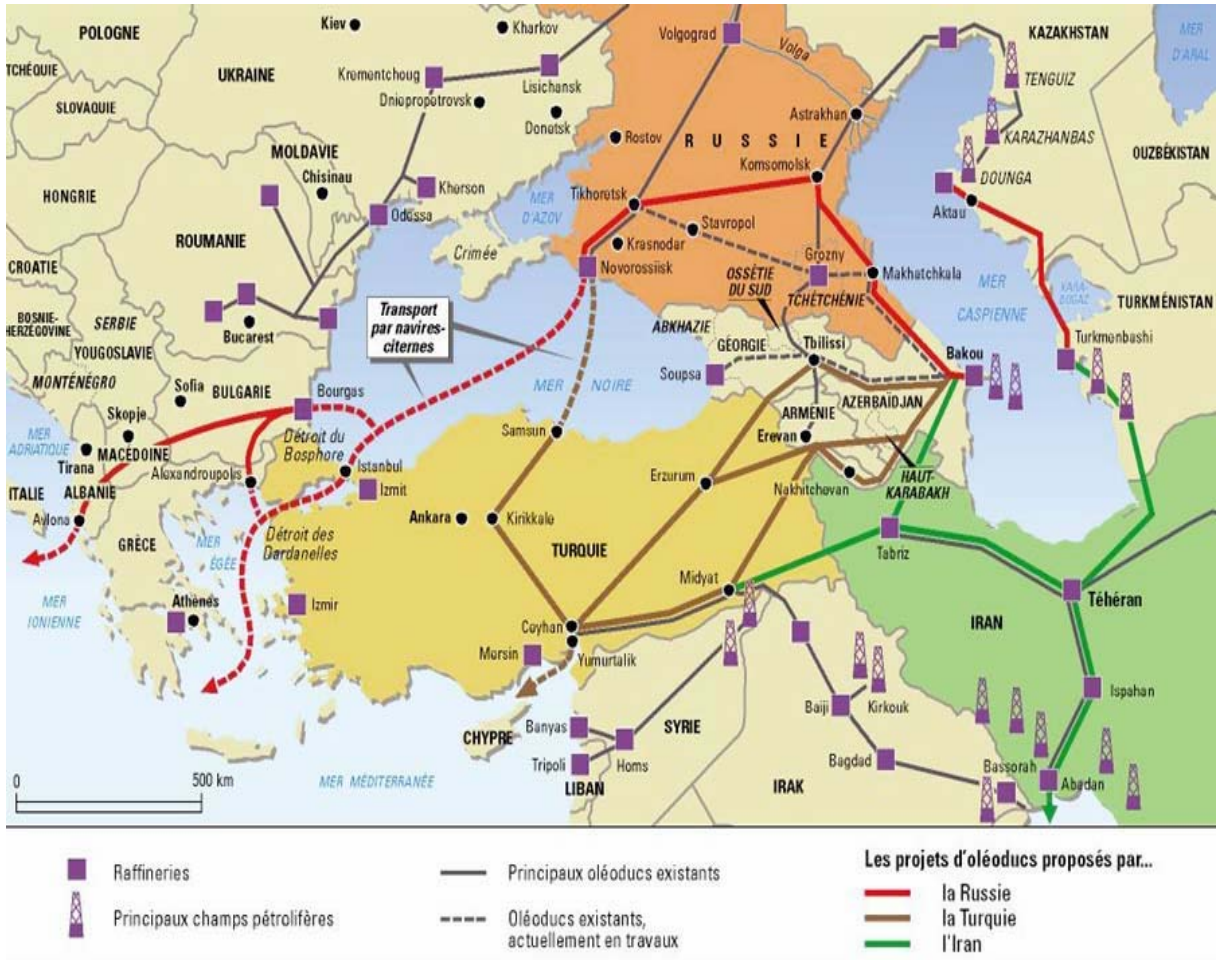


Carte 1 : L'Asie Centrale



Carte 2 : Les hauts plateaux iraniens

Carte 3 : les projets oléoducs





Carte 4 : les forces en présence

## Annexe 2 Le martyropathe, l'individu-dans-la-mort

Le jeune, qui se déclare prêt au sacrifice, est pris en charge par Bassidje. Il forme le plus gros des bataillons de cette organisation qui verra, au plus fort de la révolution, le nombre de ses adhérents atteindre le chiffre de près d'un demi million<sup>22</sup>. Il a une vingtaine d'années, quelquefois à peine plus de 18 ans, voire très jeune à partir de 12 ans ; il est marqué par une démesure spécifique : son aptitude à se sacrifier au service de la révolution, ceux qu'on a appelés " les fous de Dieu ". Deux types d'acteurs existent au sein de Bassidje :

En premier lieu, ceux qui sont habités par un désespoir profond du fait de l'état dans laquelle se trouve la révolution, caractérisée par le sacré Islamique. La mort devient de plus en plus envahissante, à mesure que la révolution s'enlise et que le marasme économique doublé de l'échec de la révolution dans la construction d'une nouvelle société devient une évidence. Ce groupe d'acteurs désespérés sera qualifié de martyropathe<sup>23</sup>. Ils accomplissent des actes de violence qu'ils n'auraient pas réalisés individuellement tel que saccager une ville et les symboles d'une vie urbaine qui leur avait été inaccessible. Khomeyni utilise cette force pour détrôner le régime du Shah. Les martyropathes forment entre 10 et 15% des adhérents de Bassidje.

D'autres se font enrôler dans Bassidje et l'armée des Pasdaran pour affirmer leur autonomie vis-à-vis des parents et devenir adultes : chez eux la guerre est comme un rite de passage, de l'adolescence à l'âge adulte. La manipulation de leur affect religieux et leur identité sociale est utilisée par les organisations affiliées à Bassidje au sein de l'école. A la différence des martyropathes, ces jeunes veulent se réaliser dans la vie et non pas dans la mort. Dans une société où l'ascension sociale se révèle de plus en plus difficile par les voies normales<sup>24</sup>, Bassidje et l'Armée des Pasdaran facilitent grandement aux jeunes l'accès à des postes de commandement. Ce groupe forme la grande majorité des jeunes adhérents de Bassidje. Ils optent pour Khomeyni et sa version de l'Islam moins selon une logique de conviction, qu'à partir du constat qu'il est le plus fort.

La réalisation de l'individu dans les sociétés soumises à une modernisation rapide s'effectue d'une part par la déstructuration de l'ordre communautaire traditionnel, d'autre

---

<sup>22</sup> Bassidje compte quelque quatre cent mille adhérents, l'armée des Pasdaran autant, l'armée traditionnelle, presque autant. L'ensemble forme le corps de bataille de la République Islamique dans la guerre contre l'Irak.

<sup>23</sup> Farhad Khosrokhavar, " Le martyr révolutionnaire en Iran " in Social Compass, vol. 43, n° 1, mars 1996.

<sup>24</sup> Ils sont rétribués de cinq à huit mille toumans. Dans une économie à plusieurs taux de change, il est impossible de chiffrer avec exactitude l'équivalent en francs de ce montant. Pour fixer les idées, on peut dire que cela correspond au traitement mensuel d'un fonctionnaire moyen pendant la guerre.

part, par l'affirmation de soi. Plus le mouvement révolutionnaire se désagrège dans la réalité, et plus le jeune martyropathe a tendance à exagérer le charisme de Khomeyni pour parer à la déficience du réel. Dans le même temps, le Guide répand un chiisme mortifère qui dénie à la vie toute légitimité ici-bas. Les jeunes martyropathes s'enferment dans Bassidje et se détachent de la société qui les entoure. Le jeune qui scandait " Liberté, Indépendance, République Islamique " au début de la révolution, ne sait plus que faire de sa propre liberté ni de son indépendance d'esprit. Il ressent désormais sa liberté comme une transgression des normes " révolutionnaires ". Le puritanisme exacerbé des bassidji est une expression " moralisée " de ce sentiment de culpabilité qu'ils ressentent d'avoir manqué à l'idéal révolutionnaire, de ne pas s'être investis suffisamment au service de l'Islam révolutionnaire et d'avoir ainsi entraîné la dérive de la révolution. De même, si au début de la révolution, les jeunes cherchaient à moderniser l'Islam, désormais la modernité devient synonyme de péché et de manquement à la révolution. D'où la surenchère dans l'archaïsation, par l'adhésion farouche et rancunière à une reformulation de la tradition, où la liberté se transforme en une logique de l'interdit absolu, où l'ouverture culturelle se mue en une tentative de se fermer aux autres, de manière exhibitionniste. Les interdits édictés par le Hezbollah sont des manifestations politisées des formes culturelles du chiisme.

La dimension politique prend elle-même un sens trouble : dans la perspective du martyropathe, ce n'est plus un lien entre des êtres autonomes dans l'espace public (démocratie), ni une manière de gérer la vie collective par le recours à des sources sacrées dont l'interprétation serait confiée à des docteurs de la loi (théocratie Islamique) mais une manière de compenser le malaise ressenti par une jeunesse qui ne sait plus comment régir son individualité. La martyropathie devient l'expression ultime du " politique " et en même temps, le moyen légitime par lequel se constitue " l'individu-dans-la-mort ". On voit ainsi se rejoindre l'hyper puritanisme (expression moralisée de l'interdiction de vivre), l'archéo-Islam (le sacré s'investissant dans une religiosité mortifère) et la surcharismatisation du Guide de la révolution (il proclame l'accès au sacré par la mort). La mort menace d'emporter le nouvel individu, riche d'un imaginaire modernisé, pauvre à cause de l'impossible réalisation de ses rêves dans une situation de régression économique et d'incertitude sur l'avenir. Dès lors, la sacralisation de la mort résout le problème, puisque, désormais le désir s'investit dans une mort en préservant son rapport au sacré, à l'Islam.

### Annexe 3 Les principales interventions extérieures de l'Iran

La plus grande opération extérieure de l'Iran fut sans aucun doute l'aide apportée au jeune sultan Qabous d'Oman qui devait faire face dans les montagnes du Dhofar à la rébellion du " Front Populaire de Libération d'Oman. ". Soucieux de préserver la stabilité dans la région du détroit d'Ormuz en partie contrôlé par Oman, le Shah donna ordre à ses troupes d'élite de se déployer à Mascate, dans l'île de Massirah et à Salalah. Les iraniens constituèrent un corps expéditionnaire de 10000 hommes. La rébellion fut finalement écrasée en deux ans grâce au matériel militaire américain de l'armée du Shah.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeini, l'action des dirigeants cléricaux s'est essentiellement exercée en direction du Liban.

La guerre civile libanaise et l'invasion par Tsahal ont constitué les facteurs décisifs de l'irruption des iraniens dans la vie politique de ce pays meurtri. La communauté chiite libanaise a toujours accentué sa différence avec les sunnites. Reléguée dans la banlieue pauvre de Beyrouth, elle eut un leader religieux, l'imam Moussa sadr, qui joua un rôle déterminant dans le basculement dans le giron Islamique. Après l'opération " Paix en Galilée ", Khomeini lança le slogan " libérer Jérusalem " et ses partisans comblèrent le vide laissé par le départ des soldats de l'O.L.P. Une alliance fut alors conclue entre la Syrie et l'Iran : la première avait besoin du pétrole que lui fournissait la seconde en échange du libre transit par Damas des pasdarans qui gagnaient Baalbeck, Beyrouth et le sud Liban pour y exporter la révolution. Les Syriens poursuivront pendant nombre d'années leur travail de sape de la communauté chrétienne pour finalement s'imposer à travers les accords de Taïef qui légalisent la suzeraineté de Damas sur le terrain. Simultanément, les activistes iraniens créent au fil des mois des groupes terroristes qui ensanglanteront le Liban et s'attaqueront aux objectifs militaires et diplomatiques américains et français. Le seul but que n'aura jamais atteint cette nébuleuse iranienne de nature terroriste fut de franchir la frontière entre le Liban et Israël.

## IRAN - L'armée en passe de moderniser sa défense aérienne et sa marine<sup>25</sup>

L'Iran devrait dépenser quelque 7 milliards de dollars pour moderniser ses forces armées dans les prochaines années, devenant l'une des puissances militaires majeures en armement de type conventionnel dans la région du Golfe, a mis en garde le général "américain Tommy Hanks" devant la Chambre basse du Parlement.

Téhéran devrait moderniser sa défense aérienne, acheter à la Russie des appareils de combat supplémentaires de type SU-24, SU-27, et peut-être des MiG-29, et moderniser sa marine, y compris ses sous-marins. «Ainsi, dans le domaine de l'armement conventionnel, l'Iran en tant que puissance conventionnelle majeure est perçue comme une menace dans la région». L'Iran demeure le détenteur «des plus gros stocks d'armes chimiques» dans la zone couverte par le commandement central américain, a ajouté le responsable américain. Ce dernier s'est inquiété des efforts du gouvernement iranien pour développer et moderniser son arsenal de missiles qui peut constituer, selon lui, une menace pour les pays voisins.

Le Shahab-3, qui a une portée de 1 300 km, est une version du missile nord-coréen Nodong-1, modernisé avec des composants russes, estiment les experts militaires américains. Il devrait être prochainement opérationnel. Mais les responsables américains s'inquiètent encore davantage des travaux que les Iraniens auraient effectués sur le Shahab-4, qui serait une version améliorée du missile soviétique SS-4 et qui aurait une portée de 2 000 km. «Le Shahab-3 va permettre à l'Iran de pouvoir atteindre Israël, la Turquie, et l'Égypte, et... de savoir que ces pays sont à la portée des missiles iraniens pourrait influencer les décideurs au Caire et à Ankara en temps de crise», a déclaré Michael Eisenstadt, analyste militaire auprès du Washington Institute for Near East Policy. Soulignant que les efforts du président iranien Mohammad Khatami visant à introduire des réformes étaient constamment contrôlés par les conservateurs, le général a conclu : «Aujourd'hui, les influences plus conservatrices en Iran nous font penser que l'Iran demeurera pour nous un problème stratégique à long terme».

---

<sup>25</sup> Extrait du quotidien *L'Orient Le Jour* du 30 mars 2001

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>PREMIERE PARTIE : UNE HISTOIRE DE PARADOXES.....</b>	<b>5</b>
<b>1.L'Iran n'est pas un pays arabe, mais un grand Empire musulman.....</b>	<b>5</b>
1.1.Le plateau iranien, facteur géopolitique exceptionnel .....	6
1.2 Des relations ambiguës entre Chiisme et Economie.....	7
<b>2 Panchiisme ou exception iranienne ? .....</b>	<b>9</b>
2.1 Influence et retour du chiisme .....	9
2.2 Chiisme iranien et clergé hiérarchisé.....	11
<b>DEUXIEME PARTIE : CHIISME ET DEMOCRATIE EN IRAN. ....</b>	<b>14</b>
<b>1. Une théocratie en fin de vie.....</b>	<b>14</b>
1.1 Le déclin des mollahs .....	14
1.2 Une nouvelle dynamique identitaire en Iran.....	16
<b>2 Chiisme et modernité en Iran .....</b>	<b>17</b>
2.1 La montée en puissance des jeunes et des femmes.....	18
2.2 La victoire des réformateurs ou la route vers la démocratie.....	22
<b>TROISIEME PARTIE : LA GRANDE PUISSANCE REGIONALE.....</b>	<b>25</b>
<b>1 Une ambition internationale raisonnable .....</b>	<b>25</b>
1.1 Vers un nouveau consensus Etats-Unis - Iran .....	25
1.2 Un axe géopolitique Téhéran-Moscou.....	26
1.3 L'Europe et l'Iran ont des intérêts communs.....	28
<b>2 Un rôle géopolitique régional incontournable.....</b>	<b>30</b>
2.1 Le Caucase et l'Asie centrale en ligne de mire .....	30
2.2 Le gendarme du Golfe « arabo-persique » ?.....	34
2.3 L'Iran et le processus de paix au Proche Orient.....	36
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>38</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>41</b>
<b>Annexe 1 Les cartes.....</b>	<b>42</b>
<b>Annexe 2 Le martyropathe, l'individu-dans-la-mort .....</b>	<b>45</b>
<b>Annexe 3 Les principales interventions extérieures de l'Iran .....</b>	<b>47</b>